

N° DP 25/403

DECISION DU PRESIDENT

SPORTS - CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS DE LA METROPOLE TPM - A TITRE GRACIEUX - AU BENEFICE DE L'EDUCATION NATIONALE - ANNULE LA DECISION PRESIDENT N°25/05 DU 13/01/2025

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2002 déclarant d'intérêt communautaire l'équipement et les installations sportives sises à Léo Lagrange à Toulon,

VU la délibération n°03/12/31/191 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003 déclarant d'intérêt communautaire l'équipement et les installations sportives sises au Vélodrome de Hyères-les-Palmiers,

VU la délibération du 20 décembre 2008 déclarant d'intérêt communautaire l'équipement les installations sportives sises au Vallon du Soleil à La Crau,

VU la délibération du 4 juillet 2009 déclarant d'intérêt communautaire l'équipement et les installations sportives sises au Complexe de l'Estagnol à La Crau,

VU la délibération du n°20/12/294 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif « Palais des sports » à Toulon,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain en date du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

CONSIDERANT que dans un souci de bonne organisation et pour le bon déroulement des activités sur l'ensemble des complexes sportifs de la Métropole, il convient de conventionner avec les inspections de l'Education Nationale des circonscriptions utilisateurs de ces équipements, et qui en feraient la demande,

CONSIDERANT que les présentes conventions, ci-annexées, ont pour objet de mettre à disposition des inspections de l'éducation nationale des circonscriptions, le droit d'occuper de manière partielle et temporaire les équipements sportifs de la Métropole,

CONSIDERANT que la mise à disposition se fait à titre gratuit, suivant des plages horaires fixées contractuellement,

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les modalités de cette mise à disposition conventionnellement et de les approuver,

CONSIDERANT qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la réaction de la décision Président n°25/05 du 13 janvier 2025,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ANNULER la décision Président n° 25/05 du 13 janvier 2025 et de **LA REMPLACER** par la présente.

ARTICLE 2

DE SIGNER les projets de convention, ci-annexés, concernant les inspections de l'éducation nationale des circonscriptions.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes.

1505 811 1



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DES SITES SPORTIFS METROPOLITAIN

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°, en date du,
Ci-après dénommée « **LA METROPOLE** »

d'une part,

ET

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION D'HYERES, ayant son siège social au 20 rue Léon Gautier 83400 Hyères, représentée par son inspectrice Madame PREULIER dûment autorisée à signer la convention,
Ci-après dénommée « **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION D'HYERES** »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2002, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Léo Lagrange » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire du « Vélodrome » et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1^{er} janvier 2004.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, METROPOLE a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 4 juillet 2009, Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif

de « L'Estagnol » qui lui a été transféré par la Ville de la CRAU.

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de ces équipements, **la METROPOLE** se doit de conventionner avec l'inspection de l'éducation nationale concernée qui souhaite bénéficier d'une mise à disposition de ces équipements.

Il a été décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention autorise l'Inspection de l'Éducation Nationale de la circonscription d'Hyères représentant l'ensemble des écoles sous son autorité à la pratique d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature et l'homologation des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'ensemble des écoles de la circonscription de Hyères représenté par l'Inspection de l'Éducation Nationale le droit d'occuper les installations :

- du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES,
- du complexe Léo Lagrange sis sur le territoire de la commune de Toulon, avenue René Cassin 83100 TOULON,
- de la Base Nature et Sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers 83260 LA CRAU au lieu-dit du Vallon du Soleil,
- du Complexe Sportif de l'Estagnol sis sur le territoire de la commune de La Crau, sis Vieux chemin d'Hyères 83260 LA CRAU,
- du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube 83000 TOULON.

Ci-après dénommés les « **sites sportifs métropolitains** »

ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX

Chaque année avant la rentrée scolaire, un calendrier prévisionnel annuel sera élaboré entre **la MÉTROPOLE** et **l'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION D'HYERES**, en tenant compte des disponibilités, obligations et impératifs des deux parties. Ce calendrier devra parvenir à **la MÉTROPOLE** en juillet de l'année scolaire N. Il mentionnera la liste exhaustive des équipements utilisés et des créneaux.

ARTICLE 3 : REDEVANCE

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

ARTICLE 4 : DUREE

La mise à disposition est consentie pour une durée d'un an renouvelable tacitement hors période de vacances scolaires, après signature des parties et à compter du 1^{er} septembre de l'année scolaire concernée.

ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **l'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION D'HYERES** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION D'HYERES n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement comme décrit dans l'article 2 de la présente convention. Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée aux chefs de services des **sites sportifs métropolitains**.

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION D'HYERES sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, **la MÉTROPOLE** pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION D'HYERES

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION D'HYERES s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées.
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants.
- Respecter et faire respecter les règlements intérieurs des sites concernés annexés à la présente convention.
- Utiliser les équipements sportifs et les matériels sportifs et pédagogiques conformément au règlement intérieur et aux consignes de sécurité, et dans le respect des règles d'ordre public et d'hygiène.
- Placer les élèves, les équipements et les matériels sportifs sous la surveillance et la responsabilité des enseignants durant le temps des activités scolaires.
- Restituer les équipements sportifs en bon état.
- Renoncer à tout recours contre **la MÉTROPOLE**.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

ARTICLE 8 : SECURITE

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION D'HYERES** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements intérieurs, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **la MÉTROPOLE** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **la MÉTROPOLE** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées.
- Avoir constaté avec le représentant de **LA MÉTROPOLE** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés).
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

L'ensemble des écoles de la circonscription d'Hyères représenté par l'Inspection de l'Éducation Nationale contracte les polices d'assurances couvrant les risques liés à la responsabilité civile et dommages aux biens, pour l'ensemble des risques inhérents à l'activité pédagogique (recours des tiers, incendies ou vol de matériel lui appartenant) et à l'utilisation des équipements et matériel sportifs mis à disposition à l'égard des élèves, des enseignants ou des tiers.

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION D'HYERES devra présenter à **la MÉTROPOLE** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

ARTICLE 11 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et **la MÉTROPOLE** s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, **la MÉTROPOLE** collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, **la MÉTROPOLE** prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données

à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

ARTICLE 13 : ANNEXES

La présente convention comporte une annexe :

Annexe n°1 : Règlements intérieurs des sites sportifs métropolitains.

L'annexe 1 fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Toulon le :

**Le Président de
la Métropole Toulon Provence
Méditerranée**

**L'Inspectrice de l'Education Nationale
de la Circonscription d'Hyères**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Madame PREULIER

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DES SITES SPORTIFS METROPOLITAIN

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°, en date du,
Ci-après dénommée « **LA METROPOLE** »

d'une part,

ET

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA GARDE, ayant son siège social au 209 avenue Jules Ferry 83130 LA GARDE, représentée par son inspectrice Madame GARDIOL dûment autorisée à signer la convention,
Ci-après dénommée « **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA GARDE** »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2002, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Léo Lagrange » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire du « Vélodrome » et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1^{er} janvier 2004.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, METROPOLE a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 4 juillet 2009, Toulon

Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif de « L'Estagnol » qui lui a été transféré par la Ville de la CRAU.

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de ces équipements, **la METROPOLE** se doit de conventionner avec l'inspection de l'éducation nationale concernée qui souhaite bénéficier d'une mise à disposition de ces équipements.

Il a été décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention autorise l'Inspection de l'Éducation Nationale de la circonscription de La Garde représentant l'ensemble des écoles sous son autorité à la pratique d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature et l'homologation des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'ensemble des écoles de la circonscription de La Garde représenté par l'Inspection de l'Éducation Nationale le droit d'occuper les installations :

- du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES,
- du complexe Léo Lagrange sis sur le territoire de la commune de Toulon, avenue René Cassin 83100 TOULON,
- de la Base Nature et Sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers 83260 LA CRAU au lieu-dit du Vallon du Soleil,
- du Complexe Sportif de l'Estagnol sis sur le territoire de la commune de La Crau, sis Vieux chemin d'Hyères 83260 LA CRAU,
- du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube 83000 TOULON.

Ci-après dénommés les « **sites sportifs métropolitains** »

ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX

Chaque année avant la rentrée scolaire, un calendrier prévisionnel annuel sera élaboré entre **la MÉTROPOLE** et **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA GARDE**, en tenant compte des disponibilités, obligations et impératifs des deux parties. Ce calendrier devra parvenir à **la MÉTROPOLE** en juillet de l'année scolaire N. Il mentionnera la liste exhaustive des équipements utilisés et des créneaux.

ARTICLE 3 : REDEVANCE

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

ARTICLE 4 : DUREE

La mise à disposition est consentie pour une durée d'un an renouvelable tacitement hors période de vacances scolaires, après signature des parties et à compter du 1^{er} septembre de l'année scolaire concernée.

ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA GARDE** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA GARDE n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement comme décrit dans l'article 2 de la présente convention. Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée aux chefs de services des **sites sportifs métropolitains**.

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA GARDE sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, **la MÉTROPOLE** pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA GARDE

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA GARDE s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées.
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants.
- Respecter et faire respecter les règlements intérieurs des sites concernés annexés à la présente convention.
- Utiliser les équipements sportifs et les matériels sportifs et pédagogiques conformément au règlement intérieur et aux consignes de sécurité, et dans le respect des règles d'ordre public et d'hygiène.
- Placer les élèves, les équipements et les matériels sportifs sous la surveillance et la responsabilité des enseignants durant le temps des activités scolaires.
- Restituer les équipements sportifs en bon état.
- Renoncer à tout recours contre **la MÉTROPOLE**.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

ARTICLE 8 : SECURITE

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA GARDE** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements intérieurs, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **la MÉTROPOLE** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **la MÉTROPOLE** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées.
- Avoir constaté avec le représentant de **LA MÉTROPOLE** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés).
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

L'ensemble des écoles de la circonscription de La Garde représenté par l'Inspection de l'Éducation Nationale contracte les polices d'assurances couvrant les risques liés à la responsabilité civile et dommages aux biens, pour l'ensemble des risques inhérents à l'activité pédagogique (recours des tiers, incendies ou vol de matériel lui appartenant) et à l'utilisation des équipements et matériel sportifs mis à disposition à l'égard des élèves, des enseignants ou des tiers.

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA GARDE devra présenter à **la MÉTROPOLE** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

ARTICLE 11 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et **la MÉTROPOLE** s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, **la MÉTROPOLE** collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, **la MÉTROPOLE** prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données

à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

ARTICLE 13 : ANNEXES

La présente convention comporte une annexe :

Annexe n°1 : Règlements intérieurs des sites sportifs métropolitains.

L'annexe 1 fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Toulon le :

**Le Président de
la Métropole Toulon Provence
Méditerranée**

**L'Inspectrice de l'Education Nationale
de la Circonscription de La Garde**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Madame GARDIOL

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DES SITES SPORTIFS METROPOLITAIN

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°, en date du,
Ci-après dénommée « **LA METROPOLE** »

d'une part,

ET

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA SEYNE SUR MER, ayant son siège social à Ecole Malsert 1,1 rue de la Fontaine 83500 La Seyne sur Mer, représentée par son inspectrice Madame DIDIER dûment autorisée à signer la convention,
Ci-après dénommée « **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA SEYNE SUR MER** »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2002, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Léo Lagrange » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire du « Vélodrome » et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1^{er} janvier 2004.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, METROPOLE a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 4 juillet 2009, Toulon

Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif de « L'Estagnol » qui lui a été transféré par la Ville de la CRAU.

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de ces équipements, **la METROPOLE** se doit de conventionner avec l'inspection de l'éducation nationale concernée qui souhaite bénéficier d'une mise à disposition de ces équipements.

Il a été décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention autorise l'Inspection de l'Éducation Nationale de la circonscription de La Seyne sur Mer représentant l'ensemble des écoles sous son autorité à la pratique d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature et l'homologation des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'ensemble des écoles de la circonscription de La Seyne sur Mer représenté par l'Inspection de l'Éducation Nationale le droit d'occuper les installations :

- du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES,
- du complexe Léo Lagrange sis sur le territoire de la commune de Toulon, avenue René Cassin 83100 TOULON,
- de la Base Nature et Sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers 83260 LA CRAU au lieu-dit du Vallon du Soleil,
- du Complexe Sportif de l'Estagnol sis sur le territoire de la commune de La Crau, sis Vieux chemin d'Hyères 83260 LA CRAU,
- du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube 83000 TOULON.

Ci-après dénommés les « **sites sportifs métropolitains** »

ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX

Chaque année avant la rentrée scolaire, un calendrier prévisionnel annuel sera élaboré entre **la MÉTROPOLE** et **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA SEYNE SUR MER**, en tenant compte des disponibilités, obligations et impératifs des deux parties. Ce calendrier devra parvenir à **la MÉTROPOLE** en juillet de l'année scolaire N. Il mentionnera la liste exhaustive des équipements utilisés et des créneaux.

ARTICLE 3 : REDEVANCE

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

ARTICLE 4 : DUREE

La mise à disposition est consentie pour une durée d'un an renouvelable tacitement hors période de vacances scolaires, après signature des parties et à compter du 1^{er} septembre de l'année scolaire concernée.

ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA SEYNE SUR MER** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA SEYNE SUR MER n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement comme décrit dans l'article 2 de la présente convention. Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée aux chefs de services des **sites sportifs métropolitains**.

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA SEYNE SUR MER sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, **la MÉTROPOLE** pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA SEYNE SUR MER

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA SEYNE SUR MER s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées.
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants.
- Respecter et faire respecter les règlements intérieurs des sites concernés annexés à la présente convention.
- Utiliser les équipements sportifs et les matériels sportifs et pédagogiques conformément au règlement intérieur et aux consignes de sécurité, et dans le respect des règles d'ordre public et d'hygiène.
- Placer les élèves, les équipements et les matériels sportifs sous la surveillance et la responsabilité des enseignants durant le temps des activités scolaires.
- Restituer les équipements sportifs en bon état.
- Renoncer à tout recours contre **la METROPOLE**.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

ARTICLE 8 : SECURITE

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA SEYNE SUR MER** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements intérieurs, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **la METROPOLE** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **la METROPOLE** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées.
- Avoir constaté avec le représentant de **LA METROPOLE** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés).
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

L'ensemble des écoles de la circonscription de La Seyne sur Mer représenté par l'Inspection de l'Éducation Nationale contracte les polices d'assurances couvrant les risques liés à la responsabilité civile et dommages aux biens, pour l'ensemble des risques inhérents à l'activité pédagogique (recours des tiers, incendies ou vol

de matériel lui appartenant) et à l'utilisation des équipements et matériel sportifs mis à disposition à l'égard des élèves, des enseignants ou des tiers.

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA SEYNE SUR MER devra présenter à **la MÉTROPOLE** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

ARTICLE 11 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et **la MÉTROPOLE** s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, **la MÉTROPOLE** collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la **MÉTROPOLE** prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

ARTICLE 13 : ANNEXES

La présente convention comporte une annexe :

Annexe n°1 : Règlements intérieurs des sites sportifs métropolitains.

L'annexe 1 fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Toulon le :

**Le Président de
la Métropole Toulon Provence
Méditerranée**

**L'Inspectrice de l'Education Nationale
de la Circonscription de La Seyne Sur
Mer**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Madame DIDIER

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DES SITES SPORTIFS METROPOLITAIN**

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°, en date du,
Ci-après dénommée « **LA METROPOLE** »

d'une part,

ET

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE SIX-FOURS-LES-PLAGES ayant son siège social au centre Jules de Greling, 107 rue Marius Bondil 83140 Six-Fours-Les-Plages, représentée par son inspectrice Madame LOCHET dûment autorisée à signer la convention,
Ci-après dénommée « **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE SIX-FOURS-LES-PLAGES** »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2002, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Léo Lagrange » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire du « Vélodrome » et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1^{er} janvier 2004.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, METROPOLE a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 4 juillet 2009, Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif de « L'Estagnol »

qui lui a été transféré par la Ville de la CRAU.

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de ces équipements, la **METROPOLE** se doit de conventionner avec l'inspection de l'éducation nationale concernée qui souhaite bénéficier d'une mise à disposition de ces équipements.

Il a été décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention autorise l'Inspection de l'Éducation Nationale de la circonscription de Six-Fours-Les-Plages représentant l'ensemble des écoles sous son autorité à la pratique d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature et l'homologation des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'ensemble des écoles de la circonscription de Six-Fours-Les-Plages représenté par l'Inspection de l'Éducation Nationale le droit d'occuper les installations :

- du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES,
- du complexe Léo Lagrange sis sur le territoire de la commune de Toulon, avenue René Cassin 83100 TOULON,
- de la Base Nature et Sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers 83260 LA CRAU au lieu-dit du Vallon du Soleil,
- du Complexe Sportif de l'Estagnol sis sur le territoire de la commune de La Crau, sis Vieux chemin d'Hyères 83260 LA CRAU,
- du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube 83000 TOULON.

Ci-après dénommés les « **sites sportifs métropolitains** »

ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX

Chaque année avant la rentrée scolaire, un calendrier prévisionnel annuel sera élaboré entre **la METROPOLE** et **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE SIX-FOURS-LES-PLAGES**, en tenant compte des disponibilités, obligations et impératifs des deux parties. Ce calendrier devra parvenir à **la METROPOLE** en juillet de l'année scolaire N. Il mentionnera la liste exhaustive des équipements utilisés et des créneaux.

ARTICLE 3 : REDEVANCE

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

ARTICLE 4 : DUREE

La mise à disposition est consentie pour une durée d'un an renouvelable tacitement hors période de vacances scolaires, après signature des parties et à compter du 1^{er} septembre de l'année scolaire concernée.

ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE SIX-FOURS-LES-PLAGES** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA SIX-FOURS-LES-PLAGES n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement comme décrit dans l'article 2 de la présente convention. Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée aux chefs de services des **sites sportifs métropolitains**.

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE SIX-FOURS-LES-PLAGES sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, **la METROPOLE** pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE SIX-FOURS-LES-PLAGES

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE SIX-FOURS-LES-PLAGES s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées.
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants.
- Respecter et faire respecter les règlements intérieurs des sites concernés annexés à la présente convention.
- Utiliser les équipements sportifs et les matériels sportifs et pédagogiques conformément au règlement intérieur et aux consignes de sécurité, et dans le respect des règles d'ordre public et d'hygiène.
- Placer les élèves, les équipements et les matériels sportifs sous la surveillance et la responsabilité des enseignants durant le temps des activités scolaires.
- Restituer les équipements sportifs en bon état.
- Renoncer à tout recours contre **la MÉTROPOLE**.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

ARTICLE 8 : SECURITE

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE SIX-FOURS-LES-PLAGES** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements intérieurs, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **la MÉTROPOLE** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **la MÉTROPOLE** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées.
- Avoir constaté avec le représentant de **LA MÉTROPOLE** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés).
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

L'ensemble des écoles de la circonscription de Six-Fours-Les-Plages représenté par l'Inspection de l'Éducation Nationale contracte les polices d'assurances couvrant les risques liés à la responsabilité civile et dommages aux biens, pour l'ensemble des risques inhérents à l'activité pédagogique (recours des tiers, incendies ou vol de matériel lui appartenant) et à l'utilisation des équipements et matériel sportifs mis à disposition à l'égard des élèves, des enseignants ou des tiers.

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE LA SIX-FOURS-LES-PLAGES devra présenter à **la METROPOLE** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

ARTICLE 11 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et **la METROPOLE** s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, **la METROPOLE** collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, **la METROPOLE** prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

ARTICLE 13 : ANNEXES

La présente convention comporte une annexe :

Annexe n°1 : Règlements intérieurs des sites sportifs métropolitains.

L'annexe 1 fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Toulon le :

**Le Président de
la Métropole Toulon Provence
Méditerranée**

**L'Inspectrice de l'Education Nationale
de la Circonscription de Six-Fours-Les-
Plages**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Madame LOCHET

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DES SITES SPORTIFS METROPOLITAIN**

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°, en date du,
Ci-après dénommée « **LA METROPOLE** »

d'une part,

ET

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 1 ayant son siège social au 37 rue de Montebello 83000 Toulon, représentée par son inspecteur Monsieur NOBLE dûment autorisé à signer la convention,
Ci-après dénommée « **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 1** »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2002, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Léo Lagrange » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire du « Vélodrome » et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1^{er} janvier 2004.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, METROPOLE a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 4 juillet 2009, Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif

de « L'Estagnol » qui lui a été transféré par la Ville de la CRAU.

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de ces équipements, **la METROPOLE** se doit de conventionner avec l'inspection de l'éducation nationale concernée qui souhaite bénéficier d'une mise à disposition de ces équipements.

Il a été décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention autorise l'Inspection de l'Éducation Nationale de la circonscription de Toulon 1 représentant l'ensemble des écoles sous son autorité à la pratique d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature et l'homologation des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'ensemble des écoles de la circonscription de Toulon 1 représenté par l'Inspection de l'Éducation Nationale le droit d'occuper les installations :

- du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES,
- du complexe Léo Lagrange sis sur le territoire de la commune de Toulon, avenue René Cassin 83100 TOULON,
- de la Base Nature et Sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers 83260 LA CRAU au lieu-dit du Vallon du Soleil,
- du Complexe Sportif de l'Estagnol sis sur le territoire de la commune de La Crau, sis Vieux chemin d'Hyères 83260 LA CRAU,
- du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube 83000 TOULON.

Ci-après dénommés les « **sites sportifs métropolitains** »

ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX

Chaque année avant la rentrée scolaire, un calendrier prévisionnel annuel sera élaboré entre **la METROPOLE** et **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 1**, en tenant compte des disponibilités, obligations et impératifs des deux parties. Ce calendrier devra parvenir à **la METROPOLE** en juillet de l'année scolaire N. Il mentionnera la liste exhaustive des équipements utilisés et des créneaux.

ARTICLE 3 : REDEVANCE

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

ARTICLE 4 : DUREE

La mise à disposition est consentie pour une durée d'un an renouvelable tacitement hors période de vacances scolaires, après signature des parties et à compter du 1^{er} septembre de l'année scolaire concernée.

ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 1** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 1 n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement comme décrit dans l'article 2 de la présente convention. Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée aux chefs.fes de services des **sites sportifs métropolitains**.

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 1 sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, **la METROPOLE** pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 1

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 1 s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées.
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants.
- Respecter et faire respecter les règlements intérieurs des sites concernés annexés à la présente convention.
- Utiliser les équipements sportifs et les matériels sportifs et pédagogiques conformément au règlement intérieur et aux consignes de sécurité, et dans le respect des règles d'ordre public et d'hygiène.
- Placer les élèves, les équipements et les matériels sportifs sous la surveillance et la responsabilité des enseignants durant le temps des activités scolaires.
- Restituer les équipements sportifs en bon état.
- Renoncer à tout recours contre **la METROPOLE**.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

ARTICLE 8 : SECURITE

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 1** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements intérieurs, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **la METROPOLE** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **la METROPOLE** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées.
- Avoir constaté avec le représentant de **LA METROPOLE** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés).
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

L'ensemble des écoles de la circonscription de Toulon 1 représenté par l'Inspection de l'Éducation Nationale contracte les polices d'assurances couvrant les risques liés à la responsabilité civile et dommages aux biens, pour l'ensemble des risques inhérents à l'activité pédagogique (recours des tiers, incendies ou vol de matériel lui appartenant) et à l'utilisation des équipements et matériel sportifs mis à disposition à l'égard des élèves, des enseignants ou des tiers.

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 1 devra présenter à **la MÉTROPOLE** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

ARTICLE 11 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et **la MÉTROPOLE** s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, **la MÉTROPOLE** collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, **la MÉTROPOLE** prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données

à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

ARTICLE 13 : ANNEXES

La présente convention comporte une annexe :

Annexe n°1 : Règlements intérieurs des sites sportifs métropolitains.

L'annexe 1 fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Toulon le :

**Le Président de
la Métropole Toulon Provence
Méditerranée**

**L'Inspecteur de l'Education Nationale
de la Circonscription de Toulon 1**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Monsieur NOBLE

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DES SITES SPORTIFS METROPOLITAIN**

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°, en date du
Ci-après dénommée « **LA METROPOLE** »

d'une part,

ET

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 2 ayant son siège social au 37 rue de Montebello 83000 Toulon, représentée par son inspectrice Madame Desmares dûment autorisée à signer la convention,
Ci-après dénommée « **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 2** »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2002, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Léo Lagrange » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire du « Vélodrome » et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1^{er} janvier 2004.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, METROPOLE a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 4 juillet 2009, Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif

de « L'Estagnol » qui lui a été transféré par la Ville de la CRAU.

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de ces équipements, **la METROPOLE** se doit de conventionner avec l'inspection de l'éducation nationale concernée qui souhaite bénéficier d'une mise à disposition de ces équipements.

Il a été décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention autorise l'Inspection de l'Éducation Nationale de la circonscription de Toulon 2 représentant l'ensemble des écoles sous son autorité à la pratique d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature et l'homologation des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'ensemble des écoles de la circonscription de Toulon 2 représenté par l'Inspection de l'Éducation Nationale le droit d'occuper les installations :

- du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES,
- du complexe Léo Lagrange sis sur le territoire de la commune de Toulon, avenue René Cassin 83100 TOULON,
- de la Base Nature et Sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers 83260 LA CRAU au lieu-dit du Vallon du Soleil,
- du Complexe Sportif de l'Estagnol sis sur le territoire de la commune de La Crau, sis Vieux chemin d'Hyères 83260 LA CRAU,
- du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube 83000 TOULON.

Ci-après dénommés les « **sites sportifs métropolitains** »

ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX

Chaque année avant la rentrée scolaire, un calendrier prévisionnel annuel sera élaboré entre **la MÉTROPOLE** et **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 2**, en tenant compte des disponibilités, obligations et impératifs des deux parties. Ce calendrier devra parvenir à **la MÉTROPOLE** en juillet de l'année scolaire N. Il mentionnera la liste exhaustive des équipements utilisés et des créneaux.

ARTICLE 3 : REDEVANCE

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

ARTICLE 4 : DUREE

La mise à disposition est consentie pour une durée d'un an renouvelable tacitement hors période de vacances scolaires, après signature des parties et à compter du 1^{er} septembre de l'année scolaire concernée.

ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 2** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 2 n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement comme décrit dans l'article 2 de la présente convention. Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée aux chefs.fes de services des **sites sportifs métropolitains**.

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 2 sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, **la MÉTROPOLE** pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 2

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 2 s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées.
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants.
- Respecter et faire respecter les règlements intérieurs des sites concernés annexés à la présente convention.
- Utiliser les équipements sportifs et les matériels sportifs et pédagogiques conformément au règlement intérieur et aux consignes de sécurité, et dans le respect des règles d'ordre public et d'hygiène.
- Placer les élèves, les équipements et les matériels sportifs sous la surveillance et la responsabilité des enseignants durant le temps des activités scolaires.
- Restituer les équipements sportifs en bon état.
- Renoncer à tout recours contre **la MÉTROPOLE**.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

ARTICLE 8 : SECURITE

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 2** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements intérieurs, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **la MÉTROPOLE** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **la MÉTROPOLE** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées.
- Avoir constaté avec le représentant de **LA MÉTROPOLE** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés).
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

L'ensemble des écoles de la circonscription de Toulon 2 représenté par l'Inspection de l'Éducation Nationale contracte les polices d'assurances couvrant les risques liés à la responsabilité civile et dommages aux biens, pour l'ensemble des risques inhérents à l'activité pédagogique (recours des tiers, incendies ou vol de matériel lui appartenant) et à l'utilisation des équipements et matériel sportifs mis à disposition à l'égard des élèves, des enseignants ou des tiers.

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 2 devra présenter à **la MÉTROPOLE** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

ARTICLE 11 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et **la MÉTROPOLE** s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, **la MÉTROPOLE** collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, **la MÉTROPOLE** prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données

à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

ARTICLE 13 : ANNEXES

La présente convention comporte une annexe :

Annexe n°1 : Règlements intérieurs des sites sportifs métropolitains.

L'annexe 1 fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Toulon le :

**Le Président de
la Métropole Toulon Provence
Méditerranée**

**L'Inspectrice de l'Education Nationale
de la Circonscription de Toulon 2**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Madame DESMARES

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DES SITES SPORTIFS METROPOLITAIN**

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°, en date du,
Ci-après dénommée « **LA METROPOLE** »

d'une part,

ET

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 3 ayant son siège social au 37 rue de Montebello 83000 Toulon, représentée par son inspectrice Madame VOGIN dûment autorisée à signer la convention,
Ci-après dénommée « **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 3** »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2002, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Léo Lagrange » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire du « Vélodrome » et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1^{er} janvier 2004.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, METROPOLE a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 4 juillet 2009, Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif

de « L'Estagnol » qui lui a été transféré par la Ville de la CRAU.

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de ces équipements, la **METROPOLE** se doit de conventionner avec l'inspection de l'éducation nationale concernée qui souhaite bénéficier d'une mise à disposition de ces équipements.

Il a été décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention autorise l'Inspection de l'Éducation Nationale de la circonscription de Toulon 3 représentant l'ensemble des écoles sous son autorité à la pratique d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature et l'homologation des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'ensemble des écoles de la circonscription de Toulon 3 représenté par l'Inspection de l'Éducation Nationale le droit d'occuper les installations :

- du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES,
- du complexe Léo Lagrange sis sur le territoire de la commune de Toulon, avenue René Cassin 83100 TOULON,
- de la Base Nature et Sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers 83260 LA CRAU au lieu-dit du Vallon du Soleil,
- du Complexe Sportif de l'Estagnol sis sur le territoire de la commune de La Crau, sis Vieux chemin d'Hyères 83260 LA CRAU,
- du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube 83000 TOULON.

Ci-après dénommés les « **sites sportifs métropolitains** »

ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX

Chaque année avant la rentrée scolaire, un calendrier prévisionnel annuel sera élaboré entre **la MÉTROPOLE** et **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 3**, en tenant compte des disponibilités, obligations et impératifs des deux parties. Ce calendrier devra parvenir à **la MÉTROPOLE** en juillet de l'année scolaire N. Il mentionnera la liste exhaustive des équipements utilisés et des créneaux.

ARTICLE 3 : REDEVANCE

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

ARTICLE 4 : DUREE

La mise à disposition est consentie pour une durée d'un an renouvelable tacitement hors période de vacances scolaires, après signature des parties et à compter du 1^{er} septembre de l'année scolaire concernée.

ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 3** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 3 n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement comme décrit dans l'article 2 de la présente convention. Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée aux chefs de services des **sites sportifs métropolitains**.

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 3 sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, **la MÉTROPOLE** pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 3

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 3 s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées.
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants.
- Respecter et faire respecter les règlements intérieurs des sites concernés annexés à la présente convention.
- Utiliser les équipements sportifs et les matériels sportifs et pédagogiques conformément au règlement intérieur et aux consignes de sécurité, et dans le respect des règles d'ordre public et d'hygiène.
- Placer les élèves, les équipements et les matériels sportifs sous la surveillance et la responsabilité des enseignants durant le temps des activités scolaires.
- Restituer les équipements sportifs en bon état.
- Renoncer à tout recours contre **la METROPOLE**.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

ARTICLE 8 : SECURITE

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 3** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements intérieurs, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **la METROPOLE** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **la METROPOLE** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées.
- Avoir constaté avec le représentant de **LA METROPOLE** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés).
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

L'ensemble des écoles de la circonscription de Toulon 3 représenté par l'Inspection de l'Éducation Nationale contracte les polices d'assurances couvrant les risques liés à la responsabilité civile et dommages aux biens, pour l'ensemble des risques inhérents à l'activité pédagogique (recours des tiers, incendies ou vol de matériel lui appartenant) et à l'utilisation des équipements et matériel sportifs mis à disposition à l'égard des élèves, des enseignants ou des tiers.

L'INSPECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA CIRCONSCRIPTION DE TOULON 3 devra présenter à **la METROPOLE** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

ARTICLE 11 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et **la METROPOLE** s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, **la METROPOLE** collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, **la METROPOLE** prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données

à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

ARTICLE 13 : ANNEXES

La présente convention comporte une annexe :

Annexe n°1 : Règlements intérieurs des sites sportifs métropolitains.

L'annexe 1 fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Toulon le :

**Le Président de
la Métropole Toulon Provence
Méditerranée**

**L'Inspectrice de l'Education Nationale
de la Circonscription de Toulon 3**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Madame VOGIN



**REGLEMENT INTERIEUR
DU VELODROME
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : APPLICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur est applicable sur l'ensemble du domaine foncier du Vélodrome, chemin de l'Ermitage 83400 Hyères-les-Palmiers. Les installations sont gérées et administrées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM).

Le présent règlement intérieur, définit les règles d'utilisation des équipements permettant la pratique d'activités sportives et de loisirs.

Il a pour but d'assurer la sécurité et s'applique à l'ensemble des usagers qui utilisent le Vélodrome et qui dans la pratique de leurs activités personnelles, veilleront à ne pas nuire à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité d'autrui et fixe les prescriptions relatives à l'intégrité des biens meubles et immeubles afin de garantir que le patrimoine collectif ne soit pas dégradé ou détérioré.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES INSTALLATIONS

Le Vélodrome TPM type PA-X-L 1ère catégorie se compose principalement de :

- Une piste cycliste en bois (250 m)
- Une piste cycliste en béton (110m)
- Un poste de contrôle course
- Un espace coureur
- Une tribune « J. BERTOLINO » de 700 places
- Une tribune « F. GARNIER » de 600 places
- 19 boxes de rangement
- Une salle polyvalente (83 m2)
- Une salle de boxe (60 m2)
- Une salle de musculation (80 m2)
- Une salle de réunion (60 m2)
- Une infirmerie
- 4 vestiaires
- Une buvette extérieure
- Plusieurs bureaux et locaux divers (sanitaires, techniques...)
- 1 ascenseur PMR (tribune F. GARNIER)
- 3 parkings : parking keirin 23 places, parking omnium 49 places et parking sprint 61 places

Bâtiment sous alarme anti-intrusion et sous vidéo-surveillance.

TITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1 : PERIODES D'OUVERTURES ET HORAIRES

Pour les bureaux :

- du lundi au vendredi de 8h à 18h00
- le samedi de 8h à 12h

Pour les espaces sportifs et boxes :

- du lundi au vendredi de 8h à 21h
- le samedi de 8h à 12h

Certaines manifestations exceptionnelles pourront faire l'objet d'aménagements horaires.

Les installations sportives sont fermées les jours fériés. Cependant des ouvertures ponctuelles et exceptionnelles peuvent être accordées sur demande écrite adressée au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'accès aux installations sportives est exclusivement réservé aux membres de l'association ou de l'organisme ayant fait l'objet d'une mise à disposition annuelle ou temporaire. Les membres de l'association seront encadrés par un responsable adulte qui pourra témoigner de leur appartenance et s'occupera des bonnes conditions de fonctionnement de l'activité.

ARTICLE 2 : ACCES ET MISE A DISPOSITION

Seuls les utilisateurs ayant fait une demande écrite auprès de TPM de mise à disposition d'une des installations sportives (associations sportives, civiles, établissements scolaires et universitaires, comités des différentes fédérations régulièrement déclarés, comités d'entreprises ou éventuellement athlètes déclarés licenciés, équipes sportives professionnelles ou autres) et ayant obtenu une autorisation peuvent y avoir accès.

ARTICLE 2.1 : Procédure de mise à disposition annuelle

Toute demande d'utilisation des structures de manière régulière et périodique doit se faire par écrit au plus tard le 15 juin lors de chaque nouvelle saison sportive (de

septembre à juin) à l'attention de Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les demandes d'utilisation s'inscrivent dans un calendrier annuel.

L'utilisation des structures du Vélodrome devra faire l'objet d'une convention d'occupation temporaire signée par les représentants des deux parties à la convention.

En cas d'absences répétées (trois absences), l'association (ou club) qui bénéficie de l'attribution d'un créneau horaire sur le Vélodrome, se verra automatiquement retirer celui-ci.

ARTICLE 2.2 : Procédure de mise à disposition ponctuelle

Pour les demandes de mises à disposition ponctuelles, (après l'accord de principe obtenu deux mois avant la manifestation), elles doivent faire l'objet d'une demande écrite au moins un mois avant l'utilisation projetée, accompagnée du formulaire manifestations sportives accessible sur le site internet de TPM.

Pour toutes les demandes, le service instructeur doit avoir connaissance de :

- L'objet et la nature de la manifestation
- La qualité du demandeur ;
- Le nombre approximatif d'usagers ;
- La nature des infrastructures réservées ;
- Le nombre et la nature des matériels sportifs demandés ;
- Les coordonnées du prestataire intervenant sur le Vélodrome le cas échéant.

La mise à disposition de l'installation par TPM entraîne une acceptation sans réserve du présent règlement.

L'association, le regroupement ou les personnes morales ou physiques, bénéficiaire d'une mise à disposition, ne peuvent en aucun cas rétrocéder l'usage de l'installation à un tiers.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, peut en cas de circonstances exceptionnelles (intempéries, travaux, entretien divers) et pour des raisons de sécurité publique modifier temporairement et unilatéralement le calendrier d'utilisation de l'installation et même en interdire l'accès.

Un panneau apposé à l'entrée de l'installation et éventuellement un courrier informeront les utilisateurs des modifications éventuelles.

Aucune modification unilatérale du calendrier n'ouvre droit, ni à une indemnisation, ni à une compensation auprès des utilisateurs concernés

ARTICLE 2.3 : Encadrement

Le Vélodrome ne pourra être utilisé sans la présence d'un professeur E.P.S, ou pour les associations, d'un responsable d'équipe ou de section désigné par le président de chacune d'elles.

Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité, du lieu de l'infirmerie avec téléphone d'urgence, des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières et s'engagent à les respecter.

Ils devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

En début de chaque année scolaire, les établissements scolaires devront fournir l'identité des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le Président de l'association devra s'assurer que l'encadrement des disciplines sportives pratiquées est assuré par des éducateurs qualifiés diplômés et en nombre suffisant par rapport au nombre de licenciés présents par créneau horaire attribué. Aussi, Les associations devront faire connaître l'identité du ou des responsables à chaque entraînement, et ces personnes devront fournir un document attestant de leur capacité à encadrer (B.E - D.E ...) Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou initiation sportive, sans autorisation.

TPM se réserve le droit de demander la communication des diplômes et brevets auprès de chaque structure associative.

ARTICLE 3 : COMPETITIONS ET MANIFESTATIONS

La demande de mise à disposition occasionnelle et exceptionnelle s'effectue comme suit :

- Etape 1 : Deux mois minimum avant la manifestation : Contacter le Vélodrome afin de connaître les disponibilités
- Etape 2 : Deux mois minimum avant la manifestation : Télécharger et imprimer le formulaire "demande d'autorisation pour l'organisation de manifestation sur un équipement sportif de TPM"
- Etape 3 : Un mois minimum avant la manifestation : Renvoyer le formulaire "manifestations sportives" complété et accompagné des pièces demandées et du courrier de demande de mise à disposition à adresser à l'attention de Monsieur le Président de TPM.

La demande de mise à disposition devra être renseignée concernant la nature de la manifestation, le nombre de participants, le public attendu...

- Etape 4 : Un mois minimum avant la manifestation : Analyse de la demande et réponse par mail et courrier de la part de la direction des sports de TPM et convocation sur site en cas de réponse positive.
- Etape 5 : 15 jours avant la manifestation : En fonction du nombre d'utilisateurs et de spectateurs attendus, une réunion sécurité pourra être organisée sur le site avec le responsable du Vélodrome.

En cas d'annulation de la manifestation, le demandeur est prié de prévenir la Direction des sports afin de pouvoir réaffecter les moyens réservés à d'autres organismes.

Avant chaque manifestation, une visite des lieux contradictoire, en présence de l'agent de surveillance et du responsable utilisateur sera faite. Cette visite donnera lieu à des observations sur le cahier de service constatant d'éventuelles détériorations.

Aussitôt après la manifestation, une nouvelle visite aura lieu dans les mêmes conditions afin de préciser les éventuels dégâts, constatés par l'agent de surveillance, effectués par l'utilisateur.

A l'occasion d'une manifestation de grande envergure, le Vélodrome pourra être ouvert au public une demi-heure avant l'heure du début de la manifestation. Il peut l'être plus tôt selon la réglementation en vigueur sur demande de l'organisateur et après accord de la Direction des sports de TPM.

Il est interdit de laisser entrer les spectateurs par d'autres portes que celles réservées au public.

Les Présidents d'associations et dirigeants sont responsables de la conduite de leurs membres aussi bien sur les aires de jeux que dans les locaux (vestiaires, couloirs...) mais également de la bonne tenue du public lors des entraînements et des compétitions.

L'organisateur doit assurer la sécurité de la manifestation et veiller à son bon déroulement. A ce titre, l'organisateur est tenu d'assurer la présence d'un médecin ou d'une équipe de secouristes pour toute la durée de la manifestation.

L'organisateur est responsable de la sécurité à l'intérieur du Vélodrome et dans ses abords immédiats. Il doit, en conséquence, prendre toutes les dispositions nécessaires à titre préventif afin que d'éventuels incidents ou accidents ne se produisent.

Sur place, un dispositif de sécurité et un service d'ordre devront être installés pour répondre aux cas d'urgence (incendie, désordre, mouvement de panique...) nécessitant l'intervention de professionnels.

En cas de besoin, les secours doivent être sollicités par les organisateurs de la manifestation qui doivent en informer le PC sécurité. Les frais éventuels demeurent à la charge de l'organisateur.

L'organisateur des rencontres ne doit en rien modifier les dispositions d'accueil et d'évacuation du public ; en particulier, toutes les issues permettant l'évacuation rapide devront être placées sous le contrôle d'un agent de TPM qui disposera des clés et se tiendra en permanence à proximité de ces issues pendant toute la durée de présence du public.

Il incombe aux clubs organisateurs de communiquer, avant toute manifestation, à TPM le dispositif qui sera mis en place en termes de moyens de prévention et de secours.

Pour des raisons de sécurité ou si des vices dans l'organisation de la manifestation venaient à être constatés, Monsieur le Président de TPM se réserve le droit d'interdire le déroulement de la manifestation, même annoncée au public, sans que ceci puisse ouvrir droit à dédommagement.

ARTICLE 3.1 : Buvettes

L'ouverture temporaire d'un débit de boisson est subordonnée à une autorisation de TPM et le débitant devra effectuer une déclaration en mairie.

Le matériel mis à disposition devra être utilisé conformément à sa destination. Il ne pourra être transporté sur un autre lieu.

Aucune manipulation des installations fixes n'est autorisée (eau, chauffage, éclairage). En cas d'installations supplémentaires d'appareils, d'éclairages, de sonorisation, l'utilisateur devra se conformer aux prescriptions techniques et répondre aux normes de sécurité prévues pour les établissements recevant du public.

Les utilisateurs devront veiller à ce qu'en aucun cas, le bruit ne puisse gêner les habitants du quartier.

Le nettoyage de la buvette est à la charge de l'association utilisatrice qui devra restituer les lieux dans l'état où elle les aura trouvés à son arrivée.

Les utilisateurs sont responsables de tous les dégâts directs ou indirects qu'ils pourront occasionner ou laisser occasionner ainsi que des accidents ou des troubles

causés du fait des personnes présentes dans l'enceinte de l'établissement aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment.

La personne responsable désignée sur la demande d'autorisation de buvette, s'engage à payer le montant des dégradations qui auraient été commises, ceci sur simple courrier qui lui sera adressé. Par ailleurs, l'association organisatrice devra justifier, au moins 48 heures avant la manifestation, d'une assurance garantissant les risques et responsabilités qu'ils peuvent encourir du fait de l'utilisation de la buvette.

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés.

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR :

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Monsieur le Maire une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

ARTICLE 3.2 : Publicité

TPM autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du Vélodrome aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- TPM se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

L'organisateur s'engage ainsi à :

- solliciter par écrit TPM pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du Vélodrome;
- demander à TPM son autorisation pour chaque saison sportive ;
- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels TPM aura donné son autorisation ;
- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

A tout moment la Métropole se réserve le droit de faire enlever les panneaux publicitaires dans le cadre de manifestations exceptionnelles ou pour préserver l'intérêt général.

ARTICLE 3.3 : Billetterie

L'organisateur peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum un mois avant la date de la manifestation, TPM de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

L'organisateur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. TPM décline toute responsabilité en cas de vol.

Il ne pourra être vendu ou distribué par l'organisateur un nombre de billets supérieur à celui du nombre de places prévu dans les tribunes et déterminé par la Commission de Sécurité.

ARTICLE 3.4 : Redevances et taxes

Toutes les taxes et impôts afférents aux spectacles et manifestations ainsi que les droits d'auteur seront acquittés par les organisateurs.

ARTICLE 4 : INTERDICTIONS

L'accès au Vélodrome sportif est strictement interdit :

- Aux personnes en état d'ébriété,
- Aux personnes ayant une tenue inappropriée,

- A toutes personnes dont le comportement pourrait porter atteinte à la tranquillité, aux bonnes mœurs ou au travail des groupes en activité,
- Aux animaux, même muselés et tenus en laisse et autres précautions,
- Aux groupes ou associations non prévus sur les plannings d'utilisation.

Dans l'enceinte du Vélodrome sont interdits :

- 1 Les réunions, discussions ou propagande d'ordre politique, philosophique, ou confessionnel,
- 2 Les paris et jeux d'argents,
- 3 Les appareils automatiques type machine à sous,
- 4 Les jets de débris, de détritus ou de tout objet quelconque, ailleurs que dans les poubelles prévues à cet effet,
- 5 Les quêtes sauf autorisation,
- 6 La distribution de tracts ou de prospectus à caractère non sportif,
- 7 De coller des avis ou affiches etc., quel qu'en soit le caractère,
- 8 Tous les animaux, même les chiens muselés et tenus en laisse. Toutefois sont autorisés les chiens utilisés par les autorités policières ou par des agences de sécurité agréées à des fins de surveillance,
- 9 De fumer dans l'enceinte de l'établissement et sur son parvis,
- 10 La vente de boissons alcoolisées, la publicité par haut-parleur, les bals, banquets, lotos, kermesses, tombolas, arbre de Noël, sauf autorisations ponctuelles prévus par les textes ou accordées par TPM,
- 11 Aux personnes de pénétrer sur les aires sportives non munies de chaussures de sports conformes et en parfait état de propreté,
- 12 D'entreposer du matériel dans les halls, couloirs, salles et devant les sorties de secours,
- 13 D'apporter des modifications à l'aspect et à l'usage des installations,
- 14 Aux spectateurs de pénétrer sur les aires de pratique sportive,
- 15 La fabrication et la consommation de repas dans ces installations hormis à la buvette,
- 16 D'introduire des bouteilles ou gobelets en verre dans l'établissement,
- 17 Toute atteinte aux fleurs, arbustes, arbres, clôtures, piliers..., à toute installation ou ouvrage faisant partie du Vélodrome.
- 18 De marcher dans les espaces verts du site,
- 19 De circuler dans l'enceinte de l'équipement sportif en automobile, motocyclette, scooter et autres engins motorisés. Les véhicules motorisés devront obligatoirement être garés aux emplacements prévus à cet effet au sein des parkings du site,

TITRE III : MESURES DE SECURITE

ARTICLE 1 : SECOURS ET SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

La Métropole s'engage, par la présence permanente d'un agent pendant les heures d'ouverture, à assurer :

- Accueil et information des usagers,
- La sécurité du site,
- Le bon fonctionnement du matériel mis à disposition,
- L'accessibilité et l'hygiène des locaux,
- L'accès et la fermeture du site.

Le personnel encadrant de chaque structure accueillie est dans l'obligation de détenir une trousse de 1^{er} secours par groupe constitué, de connaître le plan général d'évacuation du site et les espaces interdits au public.

Le public est tenu de se conformer aux consignes du personnel du Vélodrome et de respecter l'ensemble des textes réglementaires de portée générale ou spécifique pour les activités pratiquées.

Une infirmerie est disponible dans l'enceinte du Vélodrome.

Tout accident doit être signalé au personnel permanent afin qu'il puisse avertir et/ou organiser les secours.

Tout groupe, qu'il s'agisse d'une structure publique ou privée doit avoir un responsable qui s'assurera du respect du présent règlement intérieur par les publics qu'il représente.

Le responsable devra prendre les mesures propres à assurer la sécurité des participants et le respect des autres groupes.

ARTICLE 2 : SECURITE INCENDIE

L'ensemble des utilisateurs du site devra respecter les consignes de sécurité spécifiques qui peuvent être indiquées dans un bâtiment ou une partie du Vélodrome.

Il s'agit de :

- Prendre connaissance des plans d'évacuation et emplacements d'extincteurs dans la zone de pratique utilisée.
- Laisser libre les sorties de secours, cages d'escalier et accès aux locaux techniques et équipements de sécurité
- Signaler immédiatement, selon les procédures d'urgence en vigueur, tout incident, accident, anomalie, présence ou comportement anormal constatés, pouvant représenter un danger ou une menace

ARTICLE 3 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT

La circulation des véhicules à moteur autres que les véhicules de secours, de maintenance des équipements de sécurité et de service du Vélodrome est interdite au-delà des limites de stationnement. Des dérogations pourront être accordées par le personnel du Vélodrome, sur demande expresse des utilisateurs, afin de faciliter le bon déroulement des accueils des différentes structures.

En dehors des véhicules de service, de secours et de lutte contre les incendies, la vitesse autorisée est de 30 km heure.

Saut dérogation particulière, les règles de circulation applicables sur le site sont celles édictées par le code de la route.

Tout stationnement est strictement interdit en dehors des espaces aménagés ou signalés à cette fin. Tout véhicule stationné reste sous la garde juridique de son utilisateur.

TITRE IV : DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU SITE

ARTICLE 1 : PISTE

Tout utilisateur doit être en possession d'un vélo de piste et être muni d'un casque conforme au Code du sport, aux dispositions réglementaires en vigueur avec marquage C.E et de chaussures de cyclisme ou de sport. Le tout en bon état de fonctionnement. Il est recommandé de porter des gants

L'utilisation de la piste est autorisée uniquement :

- par la direction du vélodrome de TPM et suivant son accord donné par **écrit**.
- lors de la présence d'un agent de surveillance de la Métropole sur le site

L'agent de surveillance de TPM veille sur l'équipement et se réserve le droit d'exclure un utilisateur en cas de non-respect des règles d'utilisation des infrastructures.

Lorsque différents types d'utilisateurs (clubs) sont présents en même temps sur la piste, il est demandé aux responsables d'activités, in situ, de procéder à une concertation pour organiser de manière sécuritaire les différents niveaux de pratique ou type d'activités de piste.

En présence d'un « chef de piste » (personnel habilité métropolitain exclusivement), les responsables d'activités devront l'informer au préalable de leurs activités, pour qu'il les organise en sécurité.

10 personnes maximum débutantes évoluant simultanément sur la piste.

30 personnes maximum expérimentées évoluant simultanément sur la piste.

Le sens de conduite est le sens inverse des aiguilles d'une montre.

Avant de s'élancer sur la piste, il est indispensable de s'assurer que cette dernière est libre. Tout dépassement s'effectue par la droite.

Tout changement de trajectoire se fait après avoir vérifié derrière soi que personne ne sera gêné ou ne s'apprête à doubler.

Toute sortie de piste s'effectue après avoir vérifié derrière soi que personne ne sera gêné, en se rapprochant de la côte d'azur et en libérant rapidement la piste. La zone de sécurité (sous la côte d'azur) doit être évacuée le plus vite possible.

Le stationnement n'y est pas autorisé.

Il est indispensable d'adapter sa vitesse conséquente dans les virages en fonction de l'inclinaison de la piste, afin d'éviter de glisser.

Le coureur qui mène le peloton choisit sa trajectoire, le coureur qui suit juste derrière place sa roue avant légèrement au-dessous de la roue arrière du coureur qui mène, afin d'éviter d'être balayé par le coureur qui va passer le relai en s'écartant vers le haut de la piste.

Une grande attention est de rigueur, afin de savoir ce qui se passe autour de soi et de pouvoir réagir rapidement à chaque situation.

Lorsque l'utilisateur cycliste est **seul** sur la piste, il est impératif que :

- Celui-ci soit formé à la sécurité et aux techniques de pratique du vélo sur piste. Le niveau d'expertise du cycliste devra être validé par un agent métropolitain de la direction du vélodrome spécialiste de la discipline.
- D'être autorisé par la direction du vélodrome (une liste sera établie en septembre de chaque année par cette dernière à cet effet).

Le public n'est pas autorisé à accéder à la piste et son aire centrale, sauf autorisation de la part de la direction du vélodrome.

L'utilisation de motocyclettes sur la piste doit faire l'objet d'une demande **écrite** spécifique à la direction des sports de TPM.

Elle est autorisée sous les conditions suivantes :

- Avoir l'autorisation **écrite** de la direction du vélodrome.
- Motocyclette adaptée à la piste et en bon état de fonctionnement (état de marche et sécuritaire de l'engin motorisé).
- Port du casque et de gants aux normes de sécurité en vigueur pour motocyclette, obligatoire pour les pilotes.
- Il sera souscrit un contrat d'assurance pour le(s) motocyclette(s) nécessaire à la couverture de leur activité (attestation valide à fournir annuellement à la direction du vélodrome et avec le courrier de demande).
- Les conducteurs des motocyclettes devront être en règle avec le code de la route : être détenteur du permis de conduire adapté au véhicule et avoir 18 ans au minimum (copie du permis de conduire en cours de validité et carte d'identité à fournir pour chaque conducteur à fournir dans le courrier de demande).

L'utilisation de motocyclette lors d'entraînement ou de manifestation est sous l'entière responsabilité du responsable de l'activité et/ou de l'organisateur de la manifestation.

En cas d'intempéries ou d'évènements divers, il appartiendra au responsable de site de juger de la praticabilité de la piste et éventuellement d'en interdire l'accès.

ARTICLE 2 : VESTIAIRES

Le passage au vestiaire est obligatoire pour changer de chaussures et pour y déposer ses affaires. Ils sont les seuls lieux appropriés pour changer de vêtements.

ARTICLE 3 : SALLE DE MUSCULATION

Les chaussures de villes sont interdites. Chaussures de sport propres obligatoires. Présence, obligatoire, in situ du responsable d'activité désigné à la direction du vélodrome.

Effectif minimum pour utiliser la salle de musculation : 2 personnes

Effectif maximal de personnes admises dans la salle : **8 personnes +1 encadrant**

ARTICLE 4: SALLE POLYVALENTE (tribune BERTOLINO)

Chaussures de sport propres obligatoires.

Présence obligatoire, in situ, du responsable d'activité désigné à la direction du vélodrome.

Effectif maximal de personnes admises dans la salle : **83 personnes debout**

ARTICLE 5 : SALLE DE BOXE

Les chaussures de villes sont interdites. Le port de chaussures de sport propres est obligatoire. Chaque utilisateur est tenu d'apporter une serviette pour l'utilisation des appareils.

La présence, in situ, du responsable d'activité est obligatoire. Les qualifications et diplômes en lien avec l'utilisation de la salle seront exigés. Il est strictement interdit de faire une séance de musculation seul.

Effectif maximal de personnes admises dans la salle : **19 personnes debout**

ARTICLE 6 : SALLE DE REUNION (tribune GARNIER)

Il est interdit de préparer à manger ou pratiquer une activité sportive en son sein.

Effectif maximal de personnes admises dans la salle : **60 personnes debout**

ARTICLE 7 : PARKINGS

Le stationnement de véhicules sur les parkings du site est réservé exclusivement aux utilisateurs du vélodrome, sauf dérogation de la part de la Métropole.

ARTICLE 8 : BOXES DE RANGEMENT

Les boxes de rangement sont mis à disposition sur conventionnement, exclusivement pour le stockage de matériels qui ne présente aucun risque d'incendie.

ARTICLE 9 : ECLAIRAGES

L'éclairage des salles et de la piste est assuré par un représentant de la Métropole TPM (ouverture et fermeture des projecteurs et éclairages divers).

ARTICLE 10 : UTILISATION DU MATERIEL

Le montage et le rangement du matériel nécessaire à la pratique des activités physiques et sportives, fourni par la Métropole est assuré par le responsable de l'activité sportive effectuée, sous sa responsabilité et sur les lieux appropriés.

Le responsable de l'activité doit avoir pris connaissance, au préalable de sa première utilisation, des caractéristiques techniques et de sécurité de fonctionnement du matériel fourni.

Avant toute utilisation, il doit s'assurer du bon état de fonctionnement des équipements et matériels mis à disposition. En cas de dysfonctionnement, il doit avertir par écrit, le plus rapidement possible, la direction du vélodrome afin d'y remédier.

L'utilisation, l'entretien et le contrôle des équipements et matériels autorisés à être entreposés dans l'enceinte du vélodrome appartenant aux établissements scolaires, associations et tiers, s'effectuent sous leur responsabilité respective.

Les matériels et équipements utilisés pour l'activité programmée sont rangés après chaque usage et ne sont en aucun cas employés par les autres bénéficiaires de créneaux. Sauf si une convention de prêt à usage du matériel est signée.

Nul ne peut emprunter un matériel quelconque appartenant à la Métropole TPM sauf s'il a reçu l'autorisation écrite de cette dernière.

TITRE V : RESPONSABILITES ET SANCTIONS

ARTICLE 1 : ACCEPTATION DU REGLEMENT

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Une copie de ce règlement sera remise par TPM à chaque utilisateur au moment de l'acceptation écrite de sa demande. Les utilisateurs doivent accepter sans réserve toutes les clauses prévues au règlement et s'engager à les respecter eux-mêmes et à les faire respecter par leurs adhérents. A cet effet, ils doivent obligatoirement retourner à TPM un exemplaire du présent règlement accepté et signé par les responsables dûment habilités.

Les responsables de groupes ou les professeurs chargés de l'encadrement des scolaires sont chargés de veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

ARTICLE 2 : DEGRADATIONS, PERTES ET VOLS

Le Vélodrome décline toute responsabilité à l'égard des pertes, vols et détériorations des biens appartenant aux utilisateurs lors de leur présence sur le site.

Toute dégradation, dommage, perte et vol des biens de l'équipement sportif constaté, engage la responsabilité de son auteur.

Si l'auteur n'est pas identifié, l'équipement sera définitivement interdit aux groupes. Afin de limiter les vols, les utilisateurs prendront soin de ne laisser aucun objet personnel sans surveillance.

La Métropole TPM décline toute responsabilité en cas de vol, détérioration ou dommage pouvant être subi sur les biens ou les personnes à l'intérieur de l'équipement sportif.

Les utilisateurs sont responsables des dommages causés aux installations et les frais de remise en état sont à leur charge.

Les personnes morales ou physiques utilisatrices sont responsables des accidents résultant de l'utilisation de l'installation à l'égard des pratiquants lors des entraînements. Cette responsabilité s'applique également aux dégâts matériels qui pourraient en résulter pour les installations et équipement métropolitains.

Les associations et clubs sportifs doivent être couverts par une assurance dont la police sera communiquée à la Métropole.

La pratique des différentes activités sur les équipements sportifs du Vélodrome impose de ne pas créer de nuisances ou gênes aux autres utilisateurs ainsi qu'aux riverains.

Le comportement des usagers ne doit en aucun cas choquer ou porter atteinte à la sécurité des groupes, à la salubrité du site, à sa tranquillité et aux bonnes mœurs.

Les équipements et matériels doivent être utilisés selon la destination pour laquelle ils ont été conçus dans le respect des règles en vigueur.

Les publics mineurs ne doivent pas rester sans encadrement ou surveillance (parents, animateurs...). Les responsables majeurs doivent assurer la sécurité des mineurs dont ils ont la charge et veiller à ce que ceux-ci ne dégradent pas les installations, le matériel et les espaces naturels mis à leur disposition.

ARTICLE 3 : RESPONSABILITE

Métropole Toulon Provence Méditerranée est dégagée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur.

Les utilisateurs devront s'assurer auprès de leur fédération pour les éventuels dommages occasionnés par la pratique de leur activité.

ARTICLE 4 : SANCTIONS

En cas de manquement constaté dans l'application de ce règlement ou usage anormal des installations pourra entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du ou des contrevenants, le cas échéant sans préavis.

Je soussigné(e) : _____

Président(e) de l'association : _____

Certifie avoir pris connaissance du présent règlement intérieur et veiller à la bonne application de celui-ci par les adhérents de notre association.

Fait à Toulon, le _____
Signature :



REGLEMENT INTERIEUR
DU COMPLEXE SPORTIF
DE L'ESTAGNOL
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : APPLICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur est applicable sur l'ensemble du domaine foncier du complexe sportif de l'Estagnol, Vieux chemin d'Hyères, La Moutonne, 83 260 La Crau. Les installations sont gérées et administrées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM).

Le présent règlement intérieur, définit les règles d'utilisation des équipements permettant la pratique d'activités sportives et de loisirs.

Il a pour but d'assurer la sécurité et s'applique à l'ensemble des usagers qui utilisent le complexe sportif et qui dans la pratique de leurs activités personnelles, veilleront à ne pas nuire à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité d'autrui et fixe les prescriptions relatives à l'intégrité des biens meubles et immeubles afin de garantir que le patrimoine collectif ne soit pas dégradé ou détérioré.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1 : Le complexe sportif couvert

Le complexe sportif de l'Estagnol est classé dans la 2^{ème} catégorie de type XL. Il comprend les locaux et installations désignées ci-dessous :

- Salle d'honneur :
 - Un plateau sportif multisports
 - 4 vestiaires collectifs
 - 2 vestiaires arbitres
 - 1 infirmerie
 - 3 espaces de rangement
 - 1 local destiné à la Direction des Sports
 - Tribunes de 499 places assises
- Salle des arts martiaux :
 - 2 vestiaires collectifs
 - 1 dojo
 - 1 espace de rangement
 - 1 bureau pour les associations

- Salle de GV Fitness Danse :
 - 1 vestiaire collectif
 - 1 salle d'évolution
 - 1 espace de rangement
 - 1 bureau pour les associations
- Salle de gymnastique et d'escalade :
 - 2 vestiaires collectifs
 - 1 salle d'évolution
 - 1 espace de rangement
 - 1 bureau pour les associations
- Salle de musculation
 - Vestiaire collectif
- Hall d'entrée
 - 1 bureau pour la direction des Sports
 - 1 espace réunion
 - 1 buvette
 - 1 réserve

ARTICLE 2.2 : Le complexe sportif de plein air

Le complexe sportif de plein air est un établissement recevant du public de 2ème catégorie de type PA - X - L (réunion) - N (Restauration).

Il se compose des installations suivantes :

- Terrain d'honneur en pelouse synthétique,
- 1 terrain d'entrainement en pelouse naturelle,
- Une tribune couverte de 500 places comprenant :
 - 1 salon de réception,
 - 1 loge presse,
 - 1 régie technique (sonorisation),
 - 8 vestiaires,
 - 1 infirmerie
 - 1 bureau pour les délégués fédéraux,
 - 4 vestiaires arbitres,
 - 4 locaux de rangement.
- Un bâtiment accueil (bureaux, billetterie, local de rangement),

Bâtiment sous alarme anti-intrusion et sous vidéo-surveillance.

TITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1 : PERIODES D'OUVERTURES ET HORAIRES

Les installations sportives sont ouvertes :

- du lundi au samedi : de 8h à 22h30,
- le dimanche en fonction du calendrier sportif.

Certaines manifestations exceptionnelles pourront faire l'objet d'aménagements horaires.

Les installations sportives sont fermées les jours fériés. Cependant des ouvertures ponctuelles et exceptionnelles peuvent être accordées sur demande écrite adressée au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'accès aux installations sportives est exclusivement réservé aux membres de l'association ou de l'organisme ayant fait l'objet d'une mise à disposition annuelle ou temporaire. Les membres de l'association seront encadrés par un responsable adulte qui pourra témoigner de leur appartenance et s'occupera des bonnes conditions de fonctionnement de l'activité.

ARTICLE 2 : ACCES ET MISE A DISPOSITION

Seuls les utilisateurs ayant fait une demande écrite auprès de TPM de mise à disposition d'une des installations sportives (associations sportives, civiles, établissements scolaires et universitaires, comités des différentes fédérations régulièrement déclarés, comités d'entreprises ou éventuellement athlètes déclarés licenciés, équipes sportives professionnelles ou autres) et ayant obtenu une autorisation peuvent y avoir accès.

ARTICLE 2.1 : Procédure de mise à disposition annuelle

Toute demande d'utilisation des structures de manière régulière et périodique doit se faire par écrit au plus tard le 15 juin lors de chaque nouvelle saison sportive (de septembre à juin) à l'attention de Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les demandes d'utilisation s'inscrivent dans un calendrier annuel.

L'utilisation des structures du complexe sportif devra faire l'objet d'une convention d'occupation temporaire signée par les représentants des deux parties à la convention.

En cas d'absences répétées (trois absences), l'association (ou club) qui bénéficie de l'attribution d'un créneau horaire sur le complexe sportif, se verra automatiquement retirer celui-ci.

ARTICLE 2.2 : Procédure de mise à disposition ponctuelle

Pour les demandes de mises à disposition ponctuelles, (après l'accord de principe obtenu deux mois avant la manifestation), elles doivent faire l'objet d'une demande écrite au moins un mois avant l'utilisation projetée, accompagnée du formulaire manifestations sportives accessible sur le site internet de TPM.

Pour toutes les demandes, le service instructeur doit avoir connaissance de :

- L'objet et la nature de la manifestation
- La qualité du demandeur ;
- Le nombre approximatif d'usagers ;
- La nature des infrastructures réservées ;
- Le nombre et la nature des matériels sportifs demandés ;
- Les coordonnées du prestataire intervenant sur le complexe sportif le cas échéant.

La mise à disposition de l'installation par TPM entraîne une acceptation sans réserve du présent règlement.

L'association, le regroupement ou les personnes morales ou physiques, bénéficiaire d'une mise à disposition, ne peuvent en aucun cas rétrocéder l'usage de l'installation à un tiers.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, peut en cas de circonstances exceptionnelles (intempéries, travaux, entretien divers) et pour des raisons de sécurité publique modifier temporairement et unilatéralement le calendrier d'utilisation de l'installation et même en interdire l'accès.

Un panneau apposé à l'entrée de l'installation et éventuellement un courrier informeront les utilisateurs des modifications éventuelles.

Aucune modification unilatérale du calendrier n'ouvre droit, ni à une indemnisation, ni à une compensation auprès des utilisateurs concernés

ARTICLE 2.3 : Encadrement

Le complexe sportif ne pourra être utilisé sans la présence d'un professeur E.P.S, ou pour les associations, d'un responsable d'équipe ou de section désigné par le président de chacune d'elles.

Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité, du lieu de l'infirmerie avec téléphone d'urgence, des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières et s'engagent à les respecter.

Ils devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

En début de chaque année scolaire, les établissements scolaires devront fournir l'identité des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le Président de l'association devra s'assurer que l'encadrement des disciplines sportives pratiquées est assuré par des éducateurs qualifiés diplômés et en nombre suffisant par rapport au nombre de licenciés présents par créneau horaire attribué. Aussi, Les associations devront faire connaître l'identité du ou des responsables à chaque entraînement, et ces personnes devront fournir un document attestant de leur capacité à encadrer (B.E - D.E ...) Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou initiation sportive, sans autorisation.

TPM se réserve le droit de demander la communication des diplômes et brevets auprès de chaque structure associative.

ARTICLE 3 : COMPETITIONS ET MANIFESTATIONS

La demande de mise à disposition occasionnelle et exceptionnelle s'effectue comme suit :

- Etape 1 : Deux mois minimum avant la manifestation : Contacter le complexe sportif afin de connaître les disponibilités
- Etape 2 : Deux mois minimum avant la manifestation : Télécharger et imprimer le formulaire "demande d'autorisation pour l'organisation de manifestation sur un équipement sportif de TPM"
- Etape 3 : Un mois minimum avant la manifestation : Renvoyer le formulaire "manifestations sportives" complété et accompagné des pièces demandées et du courrier de demande de mise à disposition à adresser à l'attention de Monsieur le Président de TPM.

La demande de mise à disposition devra être renseignée concernant la nature de la manifestation, le nombre de participants, le public attendu...

- Etape 4 : Un mois minimum avant la manifestation : Analyse de la demande et réponse par mail et courrier de la part de la direction des sports de TPM et convocation sur site en cas de réponse positive.
- Etape 5 : 15 jours avant la manifestation : En fonction du nombre d'utilisateurs et de spectateurs attendus, une réunion sécurité pourra être organisée sur le site avec le responsable du complexe sportif.

En cas d'annulation de la manifestation, le demandeur est prié de prévenir la Direction des sports afin de pouvoir réaffecter les moyens réservés à d'autres organismes.

Avant chaque manifestation, une visite des lieux contradictoire, en présence de l'agent de surveillance et du responsable utilisateur sera faite. Cette visite donnera lieu à des observations sur le cahier de service constatant d'éventuelles détériorations.

Aussitôt après la manifestation, une nouvelle visite aura lieu dans les mêmes conditions afin de préciser les éventuels dégâts, constatés par l'agent de surveillance, effectués par l'utilisateur.

A l'occasion d'une manifestation de grande envergure, le Complexe sportif pourra être ouvert au public une demi-heure avant l'heure du début de la manifestation. Il peut l'être plus tôt selon la réglementation en vigueur sur demande de l'organisateur et après accord de la Direction des sports de TPM.

Il est interdit de laisser entrer les spectateurs par d'autres portes que celles réservées au public.

Les Présidents d'associations et dirigeants sont responsables de la conduite de leurs membres aussi bien sur les aires de jeux que dans les locaux (vestiaires, couloirs...) mais également de la bonne tenue du public lors des entraînements et des compétitions.

L'organisateur doit assurer la sécurité de la manifestation et veiller à son bon déroulement. A ce titre, l'organisateur est tenu d'assurer la présence d'un médecin ou d'une équipe de secouristes pour toute la durée de la manifestation.

L'organisateur est responsable de la sécurité à l'intérieur du complexe sportif et dans ses abords immédiats. Il doit, en conséquence, prendre toutes les dispositions nécessaires à titre préventif afin que d'éventuels incidents ou accidents ne se produisent.

Sur place, un dispositif de sécurité et un service d'ordre devront être installés pour répondre aux cas d'urgence (incendie, désordre, mouvement de panique...) nécessitant l'intervention de professionnels.

En cas de besoin, les secours doivent être sollicités par les organisateurs de la manifestation qui doivent en informer le PC sécurité. Les frais éventuels demeurent à la charge de l'organisateur.

L'organisateur des rencontres ne doit en rien modifier les dispositions d'accueil et d'évacuation du public ; en particulier, toutes les issues permettant l'évacuation rapide devront être placées sous le contrôle d'un agent de TPM qui disposera des clés et se tiendra en permanence à proximité de ces issues pendant toute la durée de présence du public.

Il incombe aux clubs organisateurs de communiquer, avant toute manifestation, à TPM le dispositif qui sera mis en place en termes de moyens de prévention et de secours.

Pour des raisons de sécurité ou si des vices dans l'organisation de la manifestation venaient à être constatés, Monsieur le Président de TPM se réserve le droit d'interdire le déroulement de la manifestation, même annoncée au public, sans que ceci puisse ouvrir droit à dédommagement.

ARTICLE 3.1 : Buvettes

L'ouverture temporaire d'un débit de boisson est subordonnée à une autorisation de TPM et le débitant devra effectuer une déclaration en mairie.

Le matériel mis à disposition devra être utilisé conformément à sa destination. Il ne pourra être transporté sur un autre lieu.

Aucune manipulation des installations fixes n'est autorisée (eau, chauffage, éclairage). En cas d'installations supplémentaires d'appareils, d'éclairages, de sonorisation, l'utilisateur devra se conformer aux prescriptions techniques et répondre aux normes de sécurité prévues pour les établissements recevant du public.

Les utilisateurs devront veiller à ce qu'en aucun cas, le bruit ne puisse gêner les habitants du quartier.

Le nettoyage de la buvette est à la charge de l'association utilisatrice qui devra restituer les lieux dans l'état où elle les aura trouvés à son arrivée.

Les utilisateurs sont responsables de tous les dégâts directs ou indirects qu'ils pourront occasionner ou laisser occasionner ainsi que des accidents ou des troubles causés du fait des personnes présentes dans l'enceinte de l'établissement aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment.

La personne responsable désignée sur la demande d'autorisation de buvette, s'engage à payer le montant des dégradations qui auraient été commises, ceci sur simple courrier qui lui sera adressé. Par ailleurs, l'association organisatrice devra justifier, au moins 48 heures avant la manifestation, d'une assurance garantissant les risques et responsabilités qu'ils peuvent encourir du fait de l'utilisation de la buvette.

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés.

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR :

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agréées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Monsieur le Maire une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

ARTICLE 3.2 : Publicité

TPM autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du complexe sportif aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- TPM se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

L'organisateur s'engage ainsi à :

- solliciter par écrit TPM pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du complexe sportif;
- demander à TPM son autorisation pour chaque saison sportive ;

- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels TPM aura donné son autorisation ;
- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

A tout moment la Métropole se réserve le droit de faire enlever les panneaux publicitaires dans le cadre de manifestations exceptionnelles ou pour préserver l'intérêt général.

ARTICLE 3.3 : Billetterie

L'organisateur peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum un mois avant la date de la manifestation, TPM de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

L'organisateur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. TPM décline toute responsabilité en cas de vol.

Il ne pourra être vendu ou distribué par l'organisateur un nombre de billets supérieur à celui du nombre de places prévu dans les tribunes et déterminé par la Commission de Sécurité.

ARTICLE 3.4 : Redevances et taxes

Toutes les taxes et impôts afférents aux spectacles et manifestations ainsi que les droits d'auteur seront acquittés par les organisateurs.

ARTICLE 4 : INTERDICTIONS

L'accès complexe sportif est strictement interdit :

- Aux personnes en état d'ébriété,
- Aux personnes ayant une tenue inappropriée,
- A toutes personnes dont le comportement pourrait porter atteinte à la tranquillité, aux bonnes mœurs ou au travail des groupes en activité,
- Aux animaux, même muselés et tenus en laisse et autres précautions,

- Aux groupes ou associations non prévus sur les plannings d'utilisation.

Dans l'enceinte du complexe sont interdits :

- 1 Les réunions, discussions ou propagande d'ordre politique, philosophique, ou confessionnel,
- 2 Les paris et jeux d'argents,
- 3 Les appareils automatiques type machine à sous,
- 4 Les jets de débris, de détritus ou de tout objet quelconque, ailleurs que dans les poubelles prévues à cet effet,
- 5 Les quêtes sauf autorisation,
- 6 La distribution de tracts ou de prospectus à caractère non sportif,
- 7 De coller des avis ou affiches etc., quel qu'en soit le caractère,
- 8 Tous les animaux, même les chiens muselés et tenus en laisse. Toutefois sont autorisés les chiens utilisés par les autorités policières ou par des agences de sécurité agréées à des fins de surveillance,
- 9 De fumer dans l'enceinte de l'établissement et sur son parvis,
- 10 La vente de boissons alcoolisées, la publicité par haut-parleur, les bals, banquets, lotos, kermesses, tombolas, arbre de Noël, sauf autorisations ponctuelles prévus par les textes ou accordées par TPM,
- 11 Aux personnes de pénétrer sur les aires sportives non munies de chaussures de sports conformes et en parfait état de propreté,
- 12 D'entreposer du matériel dans les halls, couloirs, salles et devant les sorties de secours,
- 13 D'apporter des modifications à l'aspect et à l'usage des installations,
- 14 Aux spectateurs de pénétrer sur les aires de pratique sportive,
- 15 La fabrication et la consommation de repas dans ces installations hormis à la buvette,
- 16 D'introduire des bouteilles ou gobelets en verre dans l'établissement,
- 17 Toute atteinte aux fleurs, arbustes, arbres, clôtures, piliers..., à toute installation ou ouvrage faisant partie du complexe sportif.
- 18 De marcher dans les espaces verts du site,
- 19 De circuler dans l'enceinte de l'équipement sportif en automobile, motocyclette, scooter et autres engins motorisés. Les véhicules motorisés devront obligatoirement être garés aux emplacements prévus à cet effet au sein des parkings du site.

TITRE III : MESURES DE SECURITE

ARTICLE 1 : SECOURS ET SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

La Métropole s'engage, par la présence permanente d'un agent pendant les heures d'ouverture, à assurer :

- Accueil et information des usagers,
- La sécurité du site,
- Le bon fonctionnement du matériel mis à disposition,
- L'accessibilité et l'hygiène des locaux,
- L'accès et la fermeture du site.

Le personnel encadrant de chaque structure accueillie est dans l'obligation de détenir une trousse de 1^{er} secours par groupe constitué, de connaître le plan général d'évacuation du site et les espaces interdits au public.

Le public est tenu de se conformer aux consignes du personnel du complexe sportif et de respecter l'ensemble des textes réglementaires de portée générale ou spécifique pour les activités pratiquées.

Une infirmerie est disponible dans l'enceinte du complexe sportif.

Tout accident doit être signalé au personnel permanent afin qu'il puisse avertir et/ou organiser les secours.

Tout groupe, qu'il s'agisse d'une structure publique ou privée doit avoir un responsable qui s'assurera du respect du présent règlement intérieur par les publics qu'il représente.

Le responsable devra prendre les mesures propres à assurer la sécurité des participants et le respect des autres groupes.

ARTICLE 2 : SECURITE INCENDIE

L'ensemble des utilisateurs du site devra respecter les consignes de sécurité spécifiques qui peuvent être indiquées dans un bâtiment ou une partie du complexe sportif.

Il s'agit de :

- Prendre connaissance des plans d'évacuation et emplacements d'extincteurs dans la zone de pratique utilisée.
- Laisser libre les sorties de secours, cages d'escalier et accès aux locaux techniques et équipements de sécurité

- Signaler immédiatement, selon les procédures d'urgence en vigueur, tout incident, accident, anomalie, présence ou comportement anormal constatés, pouvant représenter un danger ou une menace

ARTICLE 3 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT

La circulation des véhicules à moteur autres que les véhicules de secours, de maintenance des équipements de sécurité et de service du complexe sportif est interdite au-delà des limites de stationnement. Des dérogations pourront être accordées par le personnel du complexe sportif, sur demande expresse des utilisateurs, afin de faciliter le bon déroulement des accueils des différentes structures.

En dehors des véhicules de service, de secours et de lutte contre les incendies, la vitesse autorisée est de 30 km heure.

Saut dérogation particulière, les règles de circulation applicables sur le site sont celles édictées par le code de la route.

Tout stationnement est strictement interdit en dehors des espaces aménagés ou signalés à cette fin. Tout véhicule stationné reste sous la garde juridique de son utilisateur.

TITRE IV : DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU SITE

ARTICLE 1 : TENUES

Des tenues adéquates à l'activité ou à l'installation peuvent être exigées par le responsable du site à savoir :

1. Salle de gymnastique : pieds nus ou chaussons de gym pour les agrès.
Accès interdit aux chaussures de ville. Accès interdit sans éducateur.
2. Salle d'honneur et salle de dance : une paire de chaussures à semelle souple de type tennis ou basket est indispensable.
Accès interdit aux chaussures de ville. Accès interdit sans éducateur.
3. Salle des arts martiaux : pieds nus ou en chaussettes sur les tatamis avec l'obligation de se déplacer avec une paire de chaussure entre les vestiaires et le dojo.
Accès interdit aux chaussures de ville. Accès interdit sans éducateur.
4. Terrain d'honneur synthétique : interdiction de jouer avec des crampons en fer, seuls les crampons moulés seront acceptés. Accès interdit sans éducateur.

TITRE V : RESPONSABILITES ET SANCTIONS

ARTICLE 1 : ACCEPTATION DU REGLEMENT

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Une copie du ce règlement sera remis par TPM à chaque utilisateur au moment de l'acceptation écrite de sa demande. Les utilisateurs doivent accepter sans réserve toutes les clauses prévues au règlement et s'engager à les respecter eux-mêmes et à les faire respecter par leurs adhérents. A cet effet, ils doivent obligatoirement retourner à TPM un exemplaire du présent règlement accepté et signé par les responsables dûment habilités.

Les responsables de groupes ou les professeurs chargés de l'encadrement des scolaires sont chargés de veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

ARTICLE 2 : DEGRADATIONS, PERTES ET VOLS

Le complexe sportif décline toute responsabilité à l'égard des pertes, vols et détériorations des biens appartenant aux utilisateurs lors de leur présence sur le site.

Toute dégradation, dommage, perte et vol des biens de l'équipement sportif constaté, engage la responsabilité de son auteur.

Si l'auteur n'est pas identifié, l'équipement sera définitivement interdit aux groupes. Afin de limiter les vols, les utilisateurs prendront soin de ne laisser aucun objet personnel sans surveillance.

La Métropole TPM décline toute responsabilité en cas de vol, détérioration ou dommage pouvant être subi sur les biens ou les personnes à l'intérieur de l'équipement sportif.

Les utilisateurs sont responsables des dommages causés aux installations et les frais de remise en état sont à leur charge.

Les personnes morales ou physiques utilisatrices sont responsables des accidents résultant de l'utilisation de l'installation à l'égard des pratiquants lors des entraînements. Cette responsabilité s'applique également aux dégâts matériels qui pourraient en résulter pour les installations et équipement métropolitains.

Les associations et clubs sportifs doivent être couverts par une assurance dont la police sera communiquée à la Métropole.

La pratique des différentes activités sur les équipements sportifs du complexe sportif impose de ne pas créer de nuisances ou gênes aux autres utilisateurs ainsi qu'aux riverains.

Le comportement des usagers ne doit en aucun cas choquer ou porter atteinte à la sécurité des groupes, à la salubrité du site, à sa tranquillité et aux bonnes mœurs.

Les équipements et matériels doivent être utilisés selon la destination pour laquelle ils ont été conçus dans le respect des règles en vigueur.

Les publics mineurs ne doivent pas rester sans encadrement ou surveillance (parents, animateurs...). Les responsables majeurs doivent assurer la sécurité des mineurs dont ils ont la charge et veiller à ce que ceux-ci ne dégradent pas les installations, le matériel et les espaces naturels mis à leur disposition.

ARTICLE 3 : RESPONSABILITE

Métropole Toulon Provence Méditerranée est dégagée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur.

Les utilisateurs devront s'assurer auprès de leur fédération pour les éventuels dommages occasionnés par la pratique de leur activité.

ARTICLE 4 : SANCTIONS

En cas de manquement constaté dans l'application de ce règlement ou usage anormal des installations pourra entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du ou des contrevenants, le cas échéant sans préavis.

Je soussigné(e) : _____

Président(e) de l'association : _____

Certifie avoir pris connaissance du présent règlement intérieur et veiller à la bonne application de celui-ci par les adhérents de notre association.

Fait à Toulon, le _____

Signature :



REGLEMENT INTERIEUR
DU PALAIS DES SPORTS
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : APPLICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur est applicable sur l'ensemble du domaine foncier du Palais des Sports, 420 Avenue Amiral Aube, 83000 Toulon. Les installations sont gérées et administrées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM).

Le présent règlement intérieur, définit les règles d'utilisation des équipements permettant la pratique d'activités sportives et de loisirs.

Il a pour but d'assurer la sécurité et s'applique à l'ensemble des usagers qui utilisent le Palais des sports et qui dans la pratique de leurs activités personnelles, veilleront à ne pas nuire à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité d'autrui et fixe les prescriptions relatives à l'intégrité des biens meubles et immeubles afin de garantir que le patrimoine collectif ne soit pas dégradé ou détérioré.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES INSTALLATIONS

Le Palais des Sports est un établissement recevant du public (ERP) de catégorie 1.

Description de l'équipement :

- 1 salle omnisports de 1 800 m² et ses tribunes d'une capacité totale de 4356 places comprenant 4 tribunes télescopique ainsi que 2 couronnes en 1^{er} et 2^{ème} étage.
- 1 gymnase de 1 238 m² et sa tribune de 246 places
- 1 salle de pan de 100 m²
- 1 mur d'escalade de 11 m de haut
- 1 salle de gymnastique de 462 m²
- 1 salle de danse de 196 m²
- 1 salle de musculation de 250 m²
- 1 salle d'arts martiaux de 234 m²
- 1 salle de réception de 400 m². Effectif maximum 400 personnes
- 8 vestiaires scolaires
- 4 vestiaires professionnels avec 2 salles de massage
- 2 infirmeries
- 1 salle de contrôle anti-dopage
- 1 salle de presse
- Espaces de bureaux et 1 salle de réunion
- Espaces de stockages
- 1 billetterie
- 1 boutique
- 1 hall d'accueil évènements, 1 hall d'accueil public scolaire
- 2 buvettes et 1 cuisine

Bâtiment sous alarme anti-intrusion et sous vidéo-surveillance

TITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1 : PERIODES D'OUVERTURES ET HORAIRES

Les installations sportives sont ouvertes :

- du lundi au vendredi : de 8h à 22h,
- le samedi : de 8h à 18h
- le dimanche en fonction du calendrier sportif.

Certaines manifestations exceptionnelles pourront faire l'objet d'aménagements horaires.

Les installations sportives sont fermées les jours fériés. Cependant des ouvertures ponctuelles et exceptionnelles peuvent être accordées sur demande écrite adressée au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'accès aux installations sportives est exclusivement réservé aux membres de l'association ou le l'organisme ayant fait l'objet d'une mise à disposition annuelle ou temporaire. Les membres de l'association seront encadrés par un responsable adulte qui pourra témoigner de leur appartenance et s'occupera des bonnes conditions de fonctionnement de l'activité.

ARTICLE 2 : ACCES ET MISE A DISPOSITION

Seuls les utilisateurs ayant fait une demande écrite auprès de TPM de mise à disposition d'une des installations sportives (associations sportives, civiles, établissements scolaires et universitaires, comités des différentes fédérations régulièrement déclarés, comités d'entreprises ou éventuellement athlètes déclarés licenciés, équipes sportives professionnelles ou autres) et ayant obtenu une autorisation peuvent y avoir accès.

ARTICLE 2.1 : Procédure de mise à disposition annuelle

Toute demande d'utilisation des structures de manière régulière et périodique doit se faire par écrit au plus tard le 15 juin lors de chaque nouvelle saison sportive (de septembre à juin) à l'attention de Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les demandes d'utilisation s'inscrivent dans un calendrier annuel.

L'utilisation des structures du Palais des sports devra faire l'objet d'une convention d'occupation temporaire signée par les représentants des deux parties à la convention.

En cas d'absences répétées (trois absences), l'association (ou club) qui bénéficie de l'attribution d'un créneau horaire sur le Palais des sports, se verra automatiquement retirer celui-ci.

ARTICLE 2.2 : Procédure de mise à disposition ponctuelle

Pour les demandes de mises à disposition ponctuelles, (après l'accord de principe obtenu deux mois avant la manifestation), elles doivent faire l'objet d'une demande écrite au moins un mois avant l'utilisation projetée, accompagnée du formulaire manifestations sportives accessible sur le site internet de TPM.

Pour toutes les demandes, le service instructeur doit avoir connaissance de :

- L'objet et la nature de la manifestation
- La qualité du demandeur ;
- Le nombre approximatif d'usagers ;
- La nature des infrastructures réservées ;
- Le nombre et la nature des matériels sportifs demandés ;
- Les coordonnées du prestataire intervenant sur le Palais des sports le cas échéant.

La mise à disposition de l'installation par TPM entraîne une acceptation sans réserve du présent règlement.

L'association, le regroupement ou les personnes morales ou physiques, bénéficiaire d'une mise à disposition, ne peuvent en aucun cas rétrocéder l'usage de l'installation à un tiers.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, peut en cas de circonstances exceptionnelles (intempéries, travaux, entretien divers) et pour des raisons de sécurité publique modifier temporairement et unilatéralement le calendrier d'utilisation de l'installation et même en interdire l'accès.

Un panneau apposé à l'entrée de l'installation et éventuellement un courrier informeront les utilisateurs des modifications éventuelles.

Aucune modification unilatérale du calendrier n'ouvre droit, ni à une indemnisation, ni à une compensation auprès des utilisateurs concernés

ARTICLE 2.3 : Encadrement

Le Palais des sports ne pourra être utilisé sans la présence d'un professeur E.P.S, ou pour les associations, d'un responsable d'équipe ou de section désigné par le président de chacune d'elles.

Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité, du lieu de l'infirmerie avec téléphone d'urgence, des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières et s'engagent à les respecter.

Ils devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

En début de chaque année scolaire, les établissements scolaires devront fournir l'identité des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le Président de l'association devra s'assurer que l'encadrement des disciplines sportives pratiquées est assuré par des éducateurs qualifiés diplômés et en nombre suffisant par rapport au nombre de licenciés présents par créneau horaire attribué. Aussi, Les associations devront faire connaître l'identité du ou des responsables à chaque entraînement, et ces personnes devront fournir un document attestant de leur capacité à encadrer (B.E - D.E ...) Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou initiation sportive, sans autorisation.

TPM se réserve le droit de demander la communication des diplômes et brevets auprès de chaque structure associative.

ARTICLE 3 : COMPETITIONS ET MANIFESTATIONS

La demande de mise à disposition occasionnelle et exceptionnelle s'effectue comme suit :

- Etape 1 : Deux mois minimum avant la manifestation : Contacter le Palais des sports afin de connaître les disponibilités
- Etape 2 : Deux mois minimum avant la manifestation : Télécharger et imprimer le formulaire "demande d'autorisation pour l'organisation de manifestation sur un équipement sportif de TPM"
- Etape 3 : Un mois minimum avant la manifestation : Renvoyer le formulaire "manifestations sportives" complété et accompagné des pièces demandées et du courrier de demande de mise à disposition à adresser à l'attention de Monsieur le Président de TPM.
La demande de mise à disposition devra être renseignée concernant la nature de la manifestation, le nombre de participants, le public attendu...
- Etape 4 : Un mois minimum avant la manifestation : Analyse de la demande et réponse par mail et courrier de la part de la direction des sports de TPM et convocation sur site en cas de réponse positive.

- Etape 5 : 15 jours avant la manifestation : En fonction du nombre d'utilisateurs et de spectateurs attendus, une réunion sécurité pourra être organisée sur le site avec le responsable du Palais des sports.

En cas d'annulation de la manifestation, le demandeur est prié de prévenir la Direction des sports afin de pouvoir réaffecter les moyens réservés à d'autres organismes.

Avant chaque manifestation, une visite des lieux contradictoire, en présence de l'agent de surveillance et du responsable utilisateur sera faite. Cette visite donnera lieu à des observations sur le cahier de service constatant d'éventuelles détériorations.

Aussitôt après la manifestation, une nouvelle visite aura lieu dans les mêmes conditions afin de préciser les éventuels dégâts, constatés par l'agent de surveillance, effectués par l'utilisateur.

A l'occasion d'une manifestation de grande envergure, le Palais des sports pourra être ouvert au public une demi-heure avant l'heure du début de la manifestation. Il peut l'être plus tôt selon la réglementation en vigueur sur demande de l'organisateur et après accord de la Direction des sports de TPM.

Il est interdit de laisser entrer les spectateurs par d'autres portes que celles réservées au public.

Les Présidents d'associations et dirigeants sont responsables de la conduite de leurs membres aussi bien sur les aires de jeux que dans les locaux (vestiaires, couloirs...) mais également de la bonne tenue du public lors des entraînements et des compétitions.

L'organisateur doit assurer la sécurité de la manifestation et veiller à son bon déroulement. A ce titre, l'organisateur est tenu d'assurer la présence d'un médecin ou d'une équipe de secouristes pour toute la durée de la manifestation.

L'organisateur est responsable de la sécurité à l'intérieur du Palais des sports et dans ses abords immédiats. Il doit, en conséquence, prendre toutes les dispositions nécessaires à titre préventif afin que d'éventuels incidents ou accidents ne se produisent.

Sur place, un dispositif de sécurité et un service d'ordre devront être installés pour répondre aux cas d'urgence (incendie, désordre, mouvement de panique...) nécessitant l'intervention de professionnels.

En cas de besoin, les secours doivent être sollicités par les organisateurs de la manifestation qui doivent en informer le PC sécurité. Les frais éventuels demeurent à la charge de l'organisateur.

L'organisateur des rencontres ne doit en rien modifier les dispositions d'accueil et d'évacuation du public ; en particulier, toutes les issues permettant l'évacuation rapide devront être placées sous le contrôle d'un agent de TPM qui disposera des clés et se tiendra en permanence à proximité de ces issues pendant toute la durée de présence du public.

Il incombe aux clubs organisateurs de communiquer, avant toute manifestation, à TPM le dispositif qui sera mis en place en termes de moyens de prévention et de secours.

Pour des raisons de sécurité ou si des vices dans l'organisation de la manifestation venaient à être constatés, Monsieur le Président de TPM se réserve le droit d'interdire le déroulement de la manifestation, même annoncée au public, sans que ceci puisse ouvrir droit à dédommagement.

ARTICLE 3.1 : Buvettes

L'ouverture temporaire d'un débit de boisson est subordonnée à une autorisation de TPM et le débitant devra effectuer une déclaration en mairie.

Le matériel mis à disposition devra être utilisé conformément à sa destination. Il ne pourra être transporté sur un autre lieu.

Aucune manipulation des installations fixes n'est autorisée (eau, chauffage, éclairage). En cas d'installations supplémentaires d'appareils, d'éclairages, de sonorisation, l'utilisateur devra se conformer aux prescriptions techniques et répondre aux normes de sécurité prévues pour les établissements recevant du public.

Le nettoyage de la buvette est à la charge de l'association utilisatrice qui devra restituer les lieux dans l'état où elle les aura trouvés à son arrivée.

Les utilisateurs sont responsables de tous les dégâts directs ou indirects qu'ils pourront occasionner ou laisser occasionner ainsi que des accidents ou des troubles causés du fait des personnes présentes dans l'enceinte de l'établissement aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment.

La personne responsable désignée sur la demande d'autorisation de buvette, s'engage à payer le montant des dégradations qui auraient été commises, ceci sur simple courrier qui lui sera adressé. Par ailleurs, l'association organisatrice devra justifier, au moins 48 heures avant la manifestation, d'une assurance garantissant les risques et responsabilités qu'ils peuvent encourir du fait de l'utilisation de la buvette.

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés.

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR :

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Monsieur le Maire une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

ARTICLE 3.2 : Publicité

TPM autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du Palais des sports aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- TPM se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

L'organisateur s'engage ainsi à :

- solliciter par écrit TPM pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du Palais des sports ;
- demander à TPM son autorisation pour chaque saison sportive ;
- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels TPM aura donné son autorisation ;
- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

A tout moment la Métropole se réserve le droit de faire enlever les panneaux publicitaires dans le cadre de manifestations exceptionnelles ou pour préserver l'intérêt général.

ARTICLE 3.3 : Billetterie

L'organisateur peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum un mois avant la date de la manifestation, TPM de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

L'organisateur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. TPM décline toute responsabilité en cas de vol.

Il ne pourra être vendu ou distribué par l'organisateur un nombre de billets supérieur à celui du nombre de places prévu dans les tribunes et déterminé par la Commission de Sécurité.

ARTICLE 3.4 : Redevances et taxes

Toutes les taxes et impôts afférents aux spectacles et manifestations ainsi que les droits d'auteur seront acquittés par les organisateurs.

ARTICLE 4 : INTERDICTIONS

L'accès Palais des sports est strictement interdit :

- Aux personnes en état d'ébriété,
- Aux personnes ayant une tenue inappropriée,
- A toutes personnes dont le comportement pourrait porter atteinte à la tranquillité, aux bonnes mœurs ou au travail des groupes en activité,
- Aux animaux, même muselés et tenus en laisse et autres précautions,
- Aux groupes ou associations non prévus sur les plannings d'utilisation.

Dans l'enceinte du Palais des sports sont interdits :

- 1 Les réunions, discussions ou propagande d'ordre politique, philosophique, ou confessionnel,
- 2 Les paris et jeux d'argents,
- 3 Les appareils automatiques type machine à sous,
- 4 Les jets de débris, de détritrus ou de tout objet quelconque, ailleurs que dans les poubelles prévues à cet effet,

- 5 Les quêtes sauf autorisation,
- 6 La distribution de tracts ou de prospectus à caractère non sportif,
- 7 De coller des avis ou affiches etc., quel qu'en soit le caractère,
- 8 Tous les animaux, même les chiens muselés et tenus en laisse. Toutefois sont autorisés les chiens utilisés par les autorités policières ou par des agences de sécurité agréées à des fins de surveillance,
- 9 De fumer dans l'enceinte de l'établissement et sur son parvis,
- 10 La vente de boissons alcoolisées, la publicité par haut-parleur, les bals, banquets, lotos, kermesses, tombolas, arbre de Noël, sauf autorisations ponctuelles prévus par les textes ou accordées par TPM,
- 11 Aux personnes de pénétrer sur les aires sportives non munies de chaussures de sports conformes et en parfait état de propreté,
- 12 D'entreposer du matériel dans les halls, couloirs, salles et devant les sorties de secours,
- 13 D'apporter des modifications à l'aspect et à l'usage des installations,
- 14 Aux spectateurs de pénétrer sur les aires de pratique sportive,
- 15 La fabrication et la consommation de repas dans ces installations hormis à la buvette et cuisine,
- 16 D'introduire des bouteilles ou gobelets en verre dans l'établissement,
- 17 Toute atteinte aux fleurs, arbustes, arbres, clôtures, piliers..., à toute installation ou ouvrage faisant partie du Palais des sports.
- 18 De marcher dans les espaces verts du site,
- 19 De circuler dans l'enceinte de l'équipement sportif en automobile, motocyclette, scooter et autres engins motorisés. Les véhicules motorisés devront obligatoirement être garés aux emplacements prévus à cet effet au sein des parkings du site.

TITRE III : MESURES DE SECURITE

ARTICLE 1 : SECOURS ET SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

La Métropole s'engage, par la présence permanente d'un agent pendant les heures d'ouverture, à assurer :

- Accueil et information des usagers,
- La sécurité du site,
- Le bon fonctionnement du matériel mis à disposition,
- L'accessibilité et l'hygiène des locaux,
- L'accès et la fermeture du site.

Le personnel encadrant de chaque structure accueillie est dans l'obligation de détenir une trousse de 1^{er} secours par groupe constitué, de connaître le plan général d'évacuation du site et les espaces interdits au public.

Le public est tenu de se conformer aux consignes du personnel du Palais des sports et de respecter l'ensemble des textes règlementaires de portée générale ou spécifique pour les activités pratiquées.

Une infirmerie est disponible dans l'enceinte du Palais des sports.

Tout accident doit être signalé au personnel permanent afin qu'il puisse avertir et/ou organiser les secours.

Tout groupe, qu'il s'agisse d'une structure publique ou privée doit avoir un responsable qui s'assurera du respect du présent règlement intérieur par les publics qu'il représente.

Le responsable devra prendre les mesures propres à assurer la sécurité des participants et le respect des autres groupes.

ARTICLE 2 : SECURITE INCENDIE

L'ensemble des utilisateurs du site devra respecter les consignes de sécurité spécifiques qui peuvent être indiquées dans un bâtiment ou une partie du Palais des sports.

Il s'agit de :

- Prendre connaissance des plans d'évacuation et emplacements d'extincteurs dans la zone de pratique utilisée.
- Laisser libre les sorties de secours, cages d'escalier et accès aux locaux techniques et équipements de sécurité

- Signaler immédiatement, selon les procédures d'urgence en vigueur, tout incident, accident, anomalie, présence ou comportement anormal constatés, pouvant représenter un danger ou une menace

ARTICLE 3 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT

La circulation des véhicules à moteur autres que les véhicules de secours, de maintenance des équipements de sécurité et de service du Palais des sports est interdite au-delà des limites de stationnement. Des dérogations pourront être accordées par le personnel du Palais des sports, sur demande expresse des utilisateurs, afin de faciliter le bon déroulement des accueils des différentes structures.

En dehors des véhicules de service, de secours et de lutte contre les incendies, la vitesse autorisée est de 30 km heure.

Saut dérogation particulière, les règles de circulation applicables sur le site sont celles édictées par le code de la route.

Tout stationnement est strictement interdit en dehors des espaces aménagés ou signalés à cette fin. Tout véhicule stationné reste sous la garde juridique de son utilisateur.

TITRE IV : DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU SITE

ARTICLE 1: EFFECTIF MAXIMUM

Le nombre de pratiquants pouvant être accueilli dans chaque salle a été déterminé par les Commissions de Sécurité et d'Homologation.

Il devra être scrupuleusement respecté :

- | | |
|-------------------------|---|
| - Gymnase | 270 personnes |
| - Salle d'Arts Martiaux | 30 personnes |
| - Salle Gymnastique | 58 personnes |
| - Salle de Pan | 12 personnes |
| - Salle Danse | 22 personnes |
| - Salle Musculation | 31 personnes |
| - Mur d'escalade | 30 personnes |
| - Salon VIP | 380 personnes debout, 240 personnes assises |

ARTICLE 2 : ACCES AUX SALLES

L'accès est autorisé exclusivement aux personnes équipées de chaussures spéciales pour gymnases (basket, tennis, chausson de gymnastique).

Les personnes munies de chaussures de sports comme chaussures de ville ou de chaussures utilisées pour un entraînement extérieur devront changer celles-ci pour l'utilisation des aires de jeux du Palais des Sports.

Les professeurs ou entraîneurs devront s'assurer du respect de cette consigne afin d'éviter la détérioration du revêtement de sol.

L'accès simultané dans une même salle par des adultes non autorisés par l'institution scolaire, et par des élèves est interdit.

ARTICLE 3 : MATERIEL

Seul l'usage d'un matériel strictement réservé à la salle est autorisé. Au cas où les utilisateurs amèneraient avec eux un matériel particulier (ballons, balles), dans une salle non dédiée, ils devraient au préalable obtenir l'autorisation du Palais des Sports.

ARTICLE 15 : PLAN PARTICULIER D'INTERVENTION

Un dispositif spécifique a été mis en place, en collaboration avec les services de la préfecture, concernant le plan particulier d'intervention lié à la proximité des

installations de la base militaire du Port de Toulon (voir document sécurité joint en annexe).

TITRE V : RESPONSABILITES ET SANCTIONS

ARTICLE 1 : ACCEPTATION DU REGLEMENT

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Une copie de ce règlement sera remise par TPM à chaque utilisateur au moment de l'acceptation écrite de sa demande. Les utilisateurs doivent accepter sans réserve toutes les clauses prévues au règlement et s'engager à les respecter eux-mêmes et à les faire respecter par leurs adhérents. A cet effet, ils doivent obligatoirement retourner à TPM un exemplaire du présent règlement accepté et signé par les responsables dûment habilités.

Les responsables de groupes ou les professeurs chargés de l'encadrement des scolaires sont chargés de veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

ARTICLE 2 : DEGRADATIONS, PERTES ET VOLS

Le Palais des sports décline toute responsabilité à l'égard des pertes, vols et détériorations des biens appartenant aux utilisateurs lors de leur présence sur le site.

Toute dégradation, dommage, perte et vol des biens de l'équipement sportif constaté, engage la responsabilité de son auteur.

Si l'auteur n'est pas identifié, l'équipement sera définitivement interdit aux groupes. Afin de limiter les vols, les utilisateurs prendront soin de ne laisser aucun objet personnel sans surveillance.

La Métropole TPM décline toute responsabilité en cas de vol, détérioration ou dommage pouvant être subi sur les biens ou les personnes à l'intérieur de l'équipement sportif.

Les utilisateurs sont responsables des dommages causés aux installations et les frais de remise en état sont à leur charge.

Les personnes morales ou physiques utilisatrices sont responsables des accidents résultant de l'utilisation de l'installation à l'égard des pratiquants lors des entraînements. Cette responsabilité s'applique également aux dégâts matériels qui pourraient en résulter pour les installations et équipement métropolitains.

Les associations et clubs sportifs doivent être couverts par une assurance dont la police sera communiquée à la Métropole.

La pratique des différentes activités sur les équipements sportifs du Palais des sports impose de ne pas créer de nuisances ou gênes aux autres utilisateurs ainsi qu'aux riverains.

Le comportement des usagers ne doit en aucun cas choquer ou porter atteinte à la sécurité des groupes, à la salubrité du site, à sa tranquillité et aux bonnes mœurs.

Les équipements et matériels doivent être utilisés selon la destination pour laquelle ils ont été conçus dans le respect des règles en vigueur.

Les publics mineurs ne doivent pas rester sans encadrement ou surveillance (parents, animateurs...). Les responsables majeurs doivent assurer la sécurité des mineurs dont ils ont la charge et veiller à ce que ceux-ci ne dégradent pas les installations, le matériel et les espaces naturels mis à leur disposition.

ARTICLE 3 : RESPONSABILITE

Métropole Toulon Provence Méditerranée est dégagée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur.

Les utilisateurs devront s'assurer auprès de leur fédération pour les éventuels dommages occasionnés par la pratique de leur activité.

ARTICLE 4 : SANCTIONS

En cas de manquement constaté dans l'application de ce règlement ou usage anormal des installations pourra entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du ou des contrevenants, le cas échéant sans préavis.

Je soussigné(e) : _____

Président(e) de l'association : _____

Certifie avoir pris connaissance du présent règlement intérieur et veiller à la bonne application de celui-ci par les adhérents de notre association.

Fait à Toulon, le _____

Signature :



**REGLEMENT INTERIEUR
DE LA BASE NATURE ET SPORT
DU VALLON DU SOLEIL
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : APPLICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur est applicable sur l'ensemble du domaine foncier de la Base nature et sport du Vallon du Soleil, 295 Chemin des Genévriers, 83260 La Crau. Les installations sont gérées et administrées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM).

Le présent règlement intérieur, définit les règles d'utilisation des équipements permettant la pratique d'activités sportives et de loisirs.

Il a pour but d'assurer la sécurité et s'applique à l'ensemble des usagers qui utilisent la Base nature et sport du Vallon du Soleil et qui dans la pratique de leurs activités personnelles, veilleront à ne pas nuire à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité d'autrui et fixe les prescriptions relatives à l'intégrité des biens meubles et immeubles afin de garantir que le patrimoine collectif ne soit pas dégradé ou détérioré.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES INSTALLATIONS

2 terrains synthétiques :

- 1 pour le rugby et le football à 7, avec 2 vestiaires
- 1 pour le football à 11 et football à 7 avec 2 vestiaires

2 terrains multisports :

- 1 pour le tennis et le volleyball scolaire
- 1 pour le basket, le basket scolaire et le handball

1 terrain de pétanque

3 piscines extérieures (non chauffées) ouvertes de juin à septembre

1 espace tir à l'arc

1 espace dédié aux sports de glisse urbaine (rollers, skate, trottinette)

Espaces naturels : pinède, espace boisé, prairie

Aménagements de confort : Zone pique-nique avec table, bloc sanitaire, terrasse ombragée.

TITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1 : PERIODES D'OUVERTURES ET HORAIRES

Les horaires de présence du personnel à l'accueil du site sont :

- 8h00 à 12h30 et 13h15 à 17h les lundis, mardis, jeudis et vendredis (en période scolaire et pendant les vacances scolaires de fin d'année)
- 8h00 à 17h les mercredis et vacances scolaires (sauf pendant les vacances de fin d'année)

Les horaires d'ouverture du site le samedi et dimanche est variable suivant la programmation des compétitions.

En aucun cas l'amplitude maximale sur site n'excédera 22h30.

Certaines manifestations exceptionnelles pourront faire l'objet d'aménagements horaires.

Les installations sportives sont fermées les jours fériés. Cependant des ouvertures ponctuelles et exceptionnelles peuvent être accordées sur demande écrite adressée au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'accès aux installations sportives est exclusivement réservé aux membres de l'association ou de l'organisme ayant fait l'objet d'une mise à disposition annuelle ou temporaire. Les membres de l'association seront encadrés par un responsable adulte qui pourra témoigner de leur appartenance et s'occupera des bonnes conditions de fonctionnement de l'activité.

ARTICLE 2 : ACCES ET MISE A DISPOSITION

Seuls les utilisateurs ayant fait une demande écrite auprès de TPM de mise à disposition d'une des installations sportives (associations sportives, civiles, établissements scolaires et universitaires, comités des différentes fédérations régulièrement déclarés, comités d'entreprises ou éventuellement athlètes déclarés licenciés, équipes sportives professionnelles ou autres) et ayant obtenu une autorisation peuvent y avoir accès.

ARTICLE 2.1 : Procédure de mise à disposition annuelle

Toute demande d'utilisation des structures de manière régulière et périodique doit se faire par écrit au plus tard le 15 juin lors de chaque nouvelle saison sportive (de septembre à juin) à l'attention de Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les demandes d'utilisation s'inscrivent dans un calendrier annuel.

L'utilisation des structures de la Base nature et sport du Vallon du Soleil devra faire l'objet d'une convention d'occupation temporaire signée par les représentants des deux parties à la convention.

En cas d'absences répétées (trois absences), l'association (ou club) qui bénéficie de l'attribution d'un créneau horaire sur la Base nature et sport du Vallon du Soleil, se verra automatiquement retirer celui-ci.

ARTICLE 2.2 : Procédure de mise à disposition ponctuelle

Pour les demandes de mises à disposition ponctuelles, (après l'accord de principe obtenu deux mois avant la manifestation), elles doivent faire l'objet d'une demande écrite au moins un mois avant l'utilisation projetée, accompagnée du formulaire manifestations sportives accessible sur le site internet de TPM.

Pour toutes les demandes, le service instructeur doit avoir connaissance de :

- L'objet et la nature de la manifestation
- La qualité du demandeur ;
- Le nombre approximatif d'usagers ;
- La nature des infrastructures réservées ;
- Le nombre et la nature des matériels sportifs demandés ;
- Les coordonnées du prestataire intervenant sur la Base nature et sport du Vallon du Soleil le cas échéant.

La mise à disposition de l'installation par TPM entraîne une acceptation sans réserve du présent règlement.

L'association, le regroupement ou les personnes morales ou physiques, bénéficiaire d'une mise à disposition, ne peuvent en aucun cas rétrocéder l'usage de l'installation à un tiers.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, peut en cas de circonstances exceptionnelles (intempéries, travaux, entretien divers) et pour des raisons de sécurité publique modifier temporairement et unilatéralement le calendrier d'utilisation de l'installation et même en interdire l'accès.

Un panneau apposé à l'entrée de l'installation et éventuellement un courrier informeront les utilisateurs des modifications éventuelles.

Aucune modification unilatérale du calendrier n'ouvre droit, ni à une indemnisation, ni à une compensation auprès des utilisateurs concernés

ARTICLE 2.3 : Encadrement

La Base nature et sport du Vallon du Soleil ne pourra être utilisée sans la présence d'un professeur E.P.S, ou pour les associations, d'un responsable d'équipe ou de section désigné par le président de chacune d'elles.

Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité, du lieu de l'infirmier avec téléphone d'urgence, des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières et s'engagent à les respecter.

Ils devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

En début de chaque année scolaire, les établissements scolaires devront fournir l'identité des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le Président de l'association devra s'assurer que l'encadrement des disciplines sportives pratiquées est assuré par des éducateurs qualifiés diplômés et en nombre suffisant par rapport au nombre de licenciés présents par créneau horaire attribué. Aussi, les associations devront faire connaître l'identité du ou des responsables à chaque entraînement, et ces personnes devront fournir un document attestant de leur capacité à encadrer (B.E - D.E ...) Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou initiation sportive, sans autorisation.

TPM se réserve le droit de demander la communication des diplômes et brevets auprès de chaque structure associative.

ARTICLE 3 : COMPETITIONS ET MANIFESTATIONS

La demande de mise à disposition occasionnelle et exceptionnelle s'effectue comme suit :

- Etape 1 : Deux mois minimum avant la manifestation : Contacter la Base nature et sport du Vallon du Soleil afin de connaître les disponibilités
- Etape 2 : Deux mois minimum avant la manifestation : Télécharger et imprimer le formulaire "demande d'autorisation pour l'organisation de manifestation sur un équipement sportif de TPM"
- Etape 3 : Un mois minimum avant la manifestation : Renvoyer le formulaire "manifestations sportives" complété et accompagné des pièces demandées et du courrier de demande de mise à disposition à adresser à l'attention de Monsieur le Président de TPM.

La demande de mise à disposition devra être renseignée concernant la nature de la manifestation, le nombre de participants, le public attendu...

- Etape 4 : Un mois minimum avant la manifestation : Analyse de la demande et réponse par mail et courrier de la part de la direction des sports de TPM et convocation sur site en cas de réponse positive.
- Etape 5 : 15 jours avant la manifestation : En fonction du nombre d'utilisateurs et de spectateurs attendus, une réunion sécurité pourra être organisée sur le site avec le responsable de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.

En cas d'annulation de la manifestation, le demandeur est prié de prévenir la Direction des sports afin de pouvoir réaffecter les moyens réservés à d'autres organismes.

Avant chaque manifestation, une visite des lieux contradictoire, en présence de l'agent de surveillance et du responsable utilisateur sera faite. Cette visite donnera lieu à des observations sur le cahier de service constatant d'éventuelles détériorations.

Aussitôt après la manifestation, une nouvelle visite aura lieu dans les mêmes conditions afin de préciser les éventuels dégâts, constatés par l'agent de surveillance, effectués par l'utilisateur.

A l'occasion d'une manifestation de grande envergure, la Base nature et sport du Vallon du Soleil pourra être ouvert au public une demi-heure avant l'heure du début de la manifestation. Il peut l'être plus tôt selon la réglementation en vigueur sur demande de l'organisateur et après accord de la Direction des sports de TPM.

Il est interdit de laisser entrer les spectateurs par d'autres portes que celles réservées au public.

Les Présidents d'associations et dirigeants sont responsables de la conduite de leurs membres aussi bien sur les aires de jeux que dans les locaux (vestiaires, couloirs...) mais également de la bonne tenue du public lors des entraînements et des compétitions.

L'organisateur doit assurer la sécurité de la manifestation et veiller à son bon déroulement. A ce titre, l'organisateur est tenu d'assurer la présence d'un médecin ou d'une équipe de secouristes pour toute la durée de la manifestation.

L'organisateur est responsable de la sécurité à l'intérieur de la Base nature et sport du Vallon du Soleil et dans ses abords immédiats. Il doit, en conséquence, prendre toutes les dispositions nécessaires à titre préventif afin que d'éventuels incidents ou accidents ne se produisent.

Sur place, un dispositif de sécurité et un service d'ordre devront être installés pour répondre aux cas d'urgence (incendie, désordre, mouvement de panique...) nécessitant l'intervention de professionnels.

En cas de besoin, les secours doivent être sollicités par les organisateurs de la manifestation qui doivent en informer le PC sécurité. Les frais éventuels demeurent à la charge de l'organisateur.

L'organisateur des rencontres ne doit en rien modifier les dispositions d'accueil et d'évacuation du public ; en particulier, toutes les issues permettant l'évacuation rapide devront être placées sous le contrôle d'un agent de TPM qui disposera des clés et se tiendra en permanence à proximité de ces issues pendant toute la durée de présence du public.

Il incombe aux clubs organisateurs de communiquer, avant toute manifestation, à TPM le dispositif qui sera mis en place en termes de moyens de prévention et de secours.

Pour des raisons de sécurité ou si des vices dans l'organisation de la manifestation venaient à être constatés, Monsieur le Président de TPM se réserve le droit d'interdire le déroulement de la manifestation, même annoncée au public, sans que ceci puisse ouvrir droit à dédommagement.

ARTICLE 3.1 : Buvettes

L'ouverture temporaire d'un débit de boisson est subordonnée à une autorisation de TPM et le débitant devra effectuer une déclaration en mairie.

Le matériel mis à disposition devra être utilisé conformément à sa destination. Il ne pourra être transporté sur un autre lieu.

Aucune manipulation des installations fixes n'est autorisée (eau, chauffage, éclairage). En cas d'installations supplémentaires d'appareils, d'éclairages, de sonorisation, l'utilisateur devra se conformer aux prescriptions techniques et répondre aux normes de sécurité prévues pour les établissements recevant du public.

Les utilisateurs devront veiller à ce qu'en aucun cas, le bruit ne puisse gêner les habitants du quartier.

Le nettoyage de la buvette est à la charge de l'association utilisatrice qui devra restituer les lieux dans l'état où elle les aura trouvés à son arrivée.

Les utilisateurs sont responsables de tous les dégâts directs ou indirects qu'ils pourront occasionner ou laisser occasionner ainsi que des accidents ou des troubles causés du fait des personnes présentes dans l'enceinte de l'établissement aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment.

La personne responsable désignée sur la demande d'autorisation de buvette, s'engage à payer le montant des dégradations qui auraient été commises, ceci sur simple courrier qui lui sera adressé. Par ailleurs, l'association organisatrice devra justifier, au moins 48 heures avant la manifestation, d'une assurance garantissant les risques et responsabilités qu'ils peuvent encourir du fait de l'utilisation de la buvette.

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés.

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR :

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Monsieur le Maire une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

ARTICLE 3.2 : Publicité

TPM autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte de la Base nature et sport du Vallon du Soleil aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- TPM se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

L'organisateur s'engage ainsi à :

- solliciter par écrit TPM pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte de la Base nature et sport du Vallon du Soleil;
- demander à TPM son autorisation pour chaque saison sportive ;
- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels TPM aura donné son autorisation ;
- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

A tout moment la Métropole se réserve le droit de faire enlever les panneaux publicitaires dans le cadre de manifestations exceptionnelles ou pour préserver l'intérêt général.

ARTICLE 3.3 : Billetterie

L'organisateur peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum un mois avant la date de la manifestation, TPM de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

L'organisateur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. TPM décline toute responsabilité en cas de vol.

Il ne pourra être vendu ou distribué par l'organisateur un nombre de billets supérieur à celui du nombre de places prévu dans les tribunes et déterminé par la Commission de Sécurité.

ARTICLE 3.4 : Redevances et taxes

Toutes les taxes et impôts afférents aux spectacles et manifestations ainsi que les droits d'auteur seront acquittés par les organisateurs.

ARTICLE 4 : INTERDICTIONS

L'accès à la Base nature et sport du Vallon du Soleil est strictement interdit :

- Aux personnes en état d'ébriété,
- Aux personnes ayant une tenue inappropriée,
- A toutes personnes dont le comportement pourrait porter atteinte à la tranquillité, aux bonnes mœurs ou au travail des groupes en activité,
- Aux animaux, même muselés et tenus en laisse et autres précautions,
- Aux groupes ou associations non prévus sur les plannings d'utilisation.

Dans l'enceinte de la Base nature et sport du Vallon du Soleil sont interdits :

- 1 Les réunions, discussions ou propagande d'ordre politique, philosophique, ou confessionnel,
- 2 Les paris et jeux d'argents,
- 3 Les appareils automatiques type machine à sous,
- 4 Les jets de débris, de détritus ou de tout objet quelconque, ailleurs que dans les poubelles prévues à cet effet,
- 5 Les quêtes sauf autorisation,
- 6 La distribution de tracts ou de prospectus à caractère non sportif,
- 7 De coller des avis ou affiches etc., quel qu'en soit le caractère,
- 8 Tous les animaux, même les chiens muselés et tenus en laisse. Toutefois sont autorisés les chiens utilisés par les autorités policières ou par des agences de sécurité agréées à des fins de surveillance,
- 9 De fumer dans l'enceinte de l'établissement et sur son parvis,
- 10 La vente de boissons alcoolisées, la publicité par haut-parleur, les bals, banquets, lotos, kermesses, tombolas, arbre de Noël, sauf autorisations ponctuelles prévus par les textes ou accordées par TPM,
- 11 Aux personnes de pénétrer sur les aires sportives non munies de chaussures de sports conformes et en parfait état de propreté,
- 12 D'entreposer du matériel dans les halls, couloirs, salles et devant les sorties de secours,
- 13 D'apporter des modifications à l'aspect et à l'usage des installations,
- 14 Aux spectateurs de pénétrer sur les aires de pratique sportive,
- 15 La fabrication et la consommation de repas dans ces installations hormis à la buvette,
- 16 D'introduire des bouteilles ou gobelets en verre dans l'établissement,
- 17 Toute atteinte aux fleurs, arbustes, arbres, clôtures, piliers..., à toute installation ou ouvrage faisant partie de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.
- 18 De marcher dans les espaces verts du site,
- 19 De circuler dans l'enceinte de l'équipement sportif en automobile, motocyclette, scooter et autres engins motorisés. Les véhicules motorisés devront obligatoirement être garés aux emplacements prévus à cet effet au sein des parkings du site.

TITRE III : MESURES DE SECURITE

ARTICLE 1 : SECOURS ET SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

La Métropole s'engage, par la présence permanente d'un agent pendant les heures d'ouverture, à assurer :

- Accueil et information des usagers,
- La sécurité du site,
- Le bon fonctionnement du matériel mis à disposition,
- L'accessibilité et l'hygiène des locaux,
- L'accès et la fermeture du site.

Le personnel encadrant de chaque structure accueillie est dans l'obligation de détenir une trousse de 1^{er} secours par groupe constitué, de connaître le plan général d'évacuation du site et les espaces interdits au public.

Le public est tenu de se conformer aux consignes du personnel de la Base nature et sport du Vallon du Soleil et de respecter l'ensemble des textes réglementaires de portée générale ou spécifique pour les activités pratiquées.

Une infirmerie est disponible dans l'enceinte de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.

Tout accident doit être signalé au personnel permanent afin qu'il puisse avertir et/ou organiser les secours.

Tout groupe, qu'il s'agisse d'une structure publique ou privée doit avoir un responsable qui s'assurera du respect du présent règlement intérieur par les publics qu'il représente.

Le responsable devra prendre les mesures propres à assurer la sécurité des participants et le respect des autres groupes.

ARTICLE 2 : SECURITE INCENDIE

L'ensemble des utilisateurs du site devra respecter les consignes de sécurité spécifiques qui peuvent être indiquées dans un bâtiment ou une partie de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.

Il s'agit de :

- Prendre connaissance des plans d'évacuation et emplacements d'extincteurs dans la zone de pratique utilisée.
- Laisser libre les sorties de secours, cages d'escalier et accès aux locaux techniques et équipements de sécurité
- Signaler immédiatement, selon les procédures d'urgence en vigueur, tout incident, accident, anomalie, présence ou comportement anormal constatés, pouvant représenter un danger ou une menace

L'allumage des feux de toute nature est interdit sur la base nature et sport du Vallon du Soleil.

Par dérogation, les services d'entretien et de maintenance du site ou les entreprises mandatées à cet effet pourront, après accord de la Direction, procéder à l'incinération des végétaux dans un lieu conscrit en prenant toutes les précautions utiles pour éviter que le feu ne se propage ou que les fumées ne créent une gêne aux riverains.

Cet accord devra tenir compte des conditions préfectorales d'autorisation d'incinération des végétaux.

- L'utilisation des barbecues ou autres matériels de cuisson à flamme est interdite sur les espaces ouverts au public.
- L'utilisation des feux d'artifices ou objets similaires, conformes à la législation en vigueur, est assujettie à autorisation de la Direction et restreinte aux espaces dégagés nommément désignés et attribués à cet effet.
- Il est interdit de fumer sur l'ensemble du domaine public de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.

ARTICLE 3 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT

La circulation des véhicules à moteur autres que les véhicules de secours, de maintenance des équipements de sécurité et de service de la Base nature et sport du Vallon du Soleil est interdite au-delà des limites de stationnement. Des dérogations pourront être accordées par le personnel du Vallon du Soleil, sur demande expresse des utilisateurs, afin de faciliter le bon déroulement des accueils des différentes structures.

En dehors des véhicules de service, de secours et de lutte contre les incendies, la vitesse autorisée est de 30 km heure.

Sauf dérogation particulière, les règles de circulation applicables sur le site sont celles édictées par le code de la route.

Tout stationnement est strictement interdit en dehors des espaces aménagés ou signalés à cette fin. Tout véhicule stationné reste sous la garde juridique de son utilisateur.

TITRE IV : DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU SITE

ARTICLE 1 : UTILISATION DU MATERIEL

Article 1.1 : Matériel appartenant à la structure du Vallon du soleil

Le matériel mis à disposition ne décharge en rien le responsable de la structure et le personnel encadrant de leur responsabilité propre. Une fiche mentionnant le matériel emprunté doit être au préalable remplie, datée et signée par l'animateur.

L'animateur de la base nature et sports du Vallon du Soleil reste seul décideur de la faisabilité de l'animation. Durant toute la période de ladite animation, il sera référent de l'action, et des publics (bon déroulement, respect des consignes, du matériel et de la sécurité).

Toute dégradation ou perte devra être signalée à la direction et pourra être facturée à l'utilisateur contractuel.

Article 1.1 : Matériel propre à l'utilisateur

L'utilisation du matériel sportif appartenant à l'utilisateur relève de sa responsabilité personnelle.

Aucune activité impliquant l'utilisation de ce type de matériel ne pourra être assurée par le personnel de la base nature et sport du Vallon du soleil.

ARTICLE 2 : TERRAINS SYNTHETIQUES

L'usage de chaussures à crampons métalliques est strictement interdit sur les terrains synthétiques.

ARTICLE 3 : ESPACES SPECIALEMENT AMENAGES

Dans le cadre de manifestations ou dispositifs mis en œuvre sur le site, la direction de la base nature et sport du Vallon du Soleil pourra mettre en place des dispositifs et espaces spécialement aménagés sous le contrôle du personnel permanent, saisonnier ou missionnés par les institutions en charge du dispositif.

Tout utilisateur de ces espaces est tenu de se conformer aux règlements spéciaux et recommandations du personnel encadrant.

ARTICLE 4 : PRATIQUE DE CERTAINES ACTIVITES LUDIQUES OU SPORTIVES

Lorsque les conditions particulières (âge, taille, équipement, aptitude médicale, etc.) sont requises pour la pratique de certaines activités, la Direction de la base nature et sport du Vallon du Soleil, par l'intermédiaire de son personnel missionné, se réserve le droit d'interdire l'accès ou la pratique au public ne répondant pas à ces exigences.

ARTICLE 5 : PRATIQUE DU CAMPING

L'accueil des groupes séjour « camping » est autorisé.

La base nature et sport du Vallon du Soleil mets à disposition des campeurs des infrastructures sanitaires, et un espace dédié à l'hébergement sous tentes. Les moyens d'hébergement (tentes, marabouts, etc.) sont à la charge du demandeur.

Le demandeur est le seul responsable légal du séjour. Il doit dès lors assurer les formalités déclaratives du séjour en conformité avec la législation en vigueur. Une copie des déclarations devra être fournie au responsable de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.

ARTICLE 6 : ACCES AUX PISCINES

Voir le règlement intérieur des piscines du Vallon du Soleil.

ARTICLE 7 : HYGIENE ET REPAS

La base nature et sport du Vallon du Soleil met à disposition des usagers diverses installations entretenues. Il est demandé aux groupes de préciser dans leur réservation les infrastructures souhaitées. Les groupes utilisant ces infrastructures sont tenues de respecter le bon usage et la propreté des lieux.

Sont mis à disposition :

- Un bloc sanitaire/lavabos, d'utilisation libre pendant toute la durée de présence sur le site. Il est demandé aux encadrants de veiller au bon usage de ces lieux, et le cas échéant, de faire respecter l'interdiction de mixité. L'utilisation des douches aux vestiaires est réservée aux groupes en camping.
- Une terrasse. Une demande de mise à disposition peut être effectuée mais son accès demeure à l'entière discrétion du responsable de la base nature et sport du Vallon du soleil. L'affectation est donnée de préférence aux structures recevant de très jeunes publics.
- 4 armoires réfrigérées, proches de l'aire de pique-nique sont mises à disposition des structures pour stocker leurs glacières. Elles seront attribuées séparément aux structures qui en font la demande.

- Des aires de pique-nique aménagées sont d'accès libre ; les tables pourront être affectées équitablement aux structures présentes par le responsable de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.
- Deux vestiaires sont mis à disposition des groupes utilisant le terrain synthétique. Le respect de la propreté des lieux, en particulier dans la gestion des déchets est demandé aux utilisateurs. La Direction se réserve le droit de restreindre leurs accès et de demander réparation aux structures responsables en cas de dégradations manifestes.
- Des poubelles spécialement dédiées à la collecte des déchets sont mis à disposition des utilisateurs à l'entrée du site. Tout manquement pourra être sanctionné par la Direction de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.

ARTICLE 8 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES EQUIPEMENTS

La conservation des espaces naturels, la préservation des espèces animales, végétales et de maintien des équilibres bioécologiques auquel ils participent ainsi que la protection des ressources naturelles contre toutes les causes de dégradations qui les menacent sont des objectifs d'intérêt général. Il appartient à tous de les respecter et de les faire respecter.

Les équipements mis à disposition doivent être utilisés en fonction de l'intérêt général et des besoins qui ont justifié leur implantation ou préservation.

Afin de protéger l'environnement des nuisances préjudiciables à une bonne conservation du site, il est interdit :

- D'abandonner ses déchets en dehors des poubelles mises à disposition ;
- De casser, scier ou prélever des branches d'arbres et arbustes (en dehors des activités spécifiques) ;
- De graver ou peindre des inscriptions, graffitis sur les troncs d'arbre, les mobiliers, les murs ou tout autre support composant les infrastructures de la base nature et sport du Vallon du Soleil ;
- De détériorer ou de dégrader volontairement les espaces naturels ou le mobilier de quelque manière que ce soit ;
- De prélever de la terre, des plantes, des fruits de fleurs en dehors des activités autorisées ;
- De laisser des animaux domestiques chasser les animaux sauvages sur le site ;
- De coller, agraffer, clouer des affiches et tracts sur les troncs et autres supports non prévus à cet effet ;
- D'abandonner des animaux sur le site ;
- D'avoir, de manière générale, tout comportement incivique préjudiciant à l'environnement.

ARTICLE 9 : PROTECTION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

Toutes actions de chasse, de piégeage, de cueillette ou la mise en œuvre de moyens tendant à prélever des animaux ou végétaux se trouvant sur l'emprise du domaine de la Base nature et sport du Vallon du Soleil sont rigoureusement interdites.

L'article précédent ne s'applique pas aux personnes habilitées à procéder à la régularisation des populations dans le cadre des textes en vigueur, aux institutions chargées des comptages et suivi des populations, ainsi qu'aux groupes participant aux actions d'animation et de découverte programmées, dans le strict respect de la législation sur les espèces protégées et dans la limite des capacités biotope.

TITRE V : RESPONSABILITES ET SANCTIONS

ARTICLE 1 : ACCEPTATION DU REGLEMENT

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Une copie de ce règlement sera remise par TPM à chaque utilisateur au moment de l'acceptation écrite de sa demande. Les utilisateurs doivent accepter sans réserve toutes les clauses prévues au règlement et s'engager à les respecter eux-mêmes et à les faire respecter par leurs adhérents. A cet effet, ils doivent obligatoirement retourner à TPM un exemplaire du présent règlement accepté et signé par les responsables dûment habilités.

Les responsables de groupes ou les professeurs chargés de l'encadrement des scolaires sont chargés de veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

ARTICLE 2 : DEGRADATIONS, PERTES ET VOLS

La Base nature et sport du Vallon du Soleil décline toute responsabilité à l'égard des pertes, vols et détériorations des biens appartenant aux utilisateurs lors de leur présence sur le site.

Toute dégradation, dommage, perte et vol des biens de l'équipement sportif constaté, engage la responsabilité de son auteur.

Si l'auteur n'est pas identifié, l'équipement sera définitivement interdit aux groupes. Afin de limiter les vols, les utilisateurs prendront soin de ne laisser aucun objet personnel sans surveillance.

La Métropole TPM décline toute responsabilité en cas de vol, détérioration ou dommage pouvant être subi sur les biens ou les personnes à l'intérieur de l'équipement sportif.

Les utilisateurs sont responsables des dommages causés aux installations et les frais de remise en état sont à leur charge.

Les personnes morales ou physiques utilisatrices sont responsables des accidents résultant de l'utilisation de l'installation à l'égard des pratiquants lors des entraînements. Cette responsabilité s'applique également aux dégâts matériels qui pourraient en résulter pour les installations et équipement métropolitains.

Les associations et clubs sportifs doivent être couverts par une assurance dont la police sera communiquée à la Métropole.

La pratique des différentes activités sur les équipements sportifs de la Base nature et sport du Vallon du Soleil impose de ne pas créer de nuisances ou gênes aux autres utilisateurs ainsi qu'aux riverains.

Le comportement des usagers ne doit en aucun cas choquer ou porter atteinte à la sécurité des groupes, à la salubrité du site, à sa tranquillité et aux bonnes mœurs.

Les équipements et matériels doivent être utilisés selon la destination pour laquelle ils ont été conçus dans le respect des règles en vigueur.

Les publics mineurs ne doivent pas rester sans encadrement ou surveillance (parents, animateurs...). Les responsables majeurs doivent assurer la sécurité des mineurs dont ils ont la charge et veiller à ce que ceux-ci ne dégradent pas les installations, le matériel et les espaces naturels mis à leur disposition.

ARTICLE 3 : RESPONSABILITE

Métropole Toulon Provence Méditerranée est dégagée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur.

Les utilisateurs devront s'assurer auprès de leur fédération pour les éventuels dommages occasionnés par la pratique de leur activité.

ARTICLE 4 : SANCTIONS

En cas de manquement constaté dans l'application de ce règlement ou usage anormal des installations pourra entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du ou des contrevenants, le cas échéant sans préavis.

Je soussigné(e) : _____

Président(e) de l'association : _____

Certifie avoir pris connaissance du présent règlement intérieur et veiller à la bonne application de celui-ci par les adhérents de notre association.

Fait à Toulon, le _____
Signature :



REGLEMENT INTERIEUR
DU COMPLEXE SPORTIF
LEO LAGRANGE
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : APPLICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur est applicable sur l'ensemble du domaine foncier du complexe sportif Léo Lagrange, 157 avenue René CASSIN, 83100 TOULON. Les installations sont gérées et administrées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM).

Le présent règlement intérieur, définit les règles d'utilisation des équipements permettant la pratique d'activités sportives et de loisirs.

Il a pour but d'assurer la sécurité et s'applique à l'ensemble des usagers qui utilisent le complexe sportif et qui dans la pratique de leurs activités personnelles, veilleront à ne pas nuire à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité d'autrui et fixe les prescriptions relatives à l'intégrité des biens meubles et immeubles afin de garantir que le patrimoine collectif ne soit pas dégradé ou détérioré.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES INSTALLATIONS

Le complexe sportif Léo Lagrange est un établissement recevant du public (ERP) de catégorie 1 et de style plein air (PA).

Article 2.1 : Description du Pôle scolaire

- 1 terrain de football en gazon synthétique de 4 500 m²
- 1 terrain mixte (basket, volley) de 1 120 m²
- 1 terrain mixte (hand, basket, volley) de 2 016 m² entouré d'une piste de 2 couloirs de 225 m
- 24 vestiaires collectifs
- 2 blocs sanitaires avec accès PMR.
- 2 vestiaires professeurs avec sanitaires
- 2 locaux de rangement matériel professeur
- 1 salle de réunion
- 2 Locaux techniques
- 1 locale poubelle
- 1 loge gardien

Article 2.2 : Description du Pôle compétition

- 1 terrain synthétique (n°3) foot/ rugby de 6 000 m²

- 1 terrain synthétique (n°2) foot/ rugby 7 820 m2
- 1 terrain d'honneur pelousé foot/rugby 7 820 m2
- 1 piste de 400m avec 8 couloirs, rivière et steeple
- Aires de lancer terrain d'honneur/entraînement
- Aires de lancer échauffement scolaire et compétition
- Aires de saut (perche et hauteur)
- 2 tribunes couvertes (1500 et 1300 places)
- 8 vestiaires
- 4 blocs sanitaires et 2 accès aux PMR
- 2 salles de musculation et cardio
- 1 salle de relaxation
- 5 vestiaires arbitres
- Locaux de stockage
- Bureaux et locaux divers
- 1 salle de presse
- 1 infirmerie, 1 salle anti-dopage, bureau médecin
- 1 salle de réception
- 2 postes de contrôle sécurité
- 2 billetteries
- 2 buvettes

Il est précisé que les installations et matériels mis à disposition ont été contrôlés et répondent aux normes législatives en vigueur.

Bâtiment sous alarme anti-intrusion et sous vidéo-surveillance.

TITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1 : PERIODES D'OUVERTURES ET HORAIRES

Les installations sportives sont ouvertes :

➤ En semaine :

- Du 2 janvier au 31 décembre de 8h à 22h
- Du 1^{er} juillet au 15 août de 8h à 20h

➤ Le week-end :

- Ouverture de 09h à 18h sauf juin, juillet et août 09h à 20h

Certaines manifestations exceptionnelles pourront faire l'objet d'aménagements horaires.

Les installations sportives sont fermées les jours fériés. Cependant des ouvertures ponctuelles et exceptionnelles peuvent être accordées sur demande écrite adressée au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'accès aux installations sportives est exclusivement réservé aux membres de l'association ou de l'organisme ayant fait l'objet d'une mise à disposition annuelle ou temporaire. Les membres de l'association seront encadrés par un responsable adulte qui pourra témoigner de leur appartenance et s'occupera des bonnes conditions de fonctionnement de l'activité.

ARTICLE 2 : ACCES ET MISE A DISPOSITION

Seuls les utilisateurs ayant fait une demande écrite auprès de TPM de mise à disposition d'une des installations sportives (associations sportives, civiles, établissements scolaires et universitaires, comités des différentes fédérations régulièrement déclarés, comités d'entreprises ou éventuellement athlètes déclarés licenciés, équipes sportives professionnelles ou autres) et ayant obtenu une autorisation peuvent y avoir accès.

ARTICLE 2.1 : Procédure de mise à disposition annuelle

Toute demande d'utilisation des structures de manière régulière et périodique doit se faire par écrit au plus tard le 15 juin lors de chaque nouvelle saison sportive (de septembre à juin) à l'attention de Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les demandes d'utilisation s'inscrivent dans un calendrier annuel.

L'utilisation des structures du complexe sportif devra faire l'objet d'une convention d'occupation temporaire signée par les représentants des deux parties à la convention.

En cas d'absences répétées (trois absences), l'association (ou club) qui bénéficie de l'attribution d'un créneau horaire sur le complexe sportif, se verra automatiquement retirer celui-ci.

ARTICLE 2.2 : Procédure de mise à disposition ponctuelle

Pour les demandes de mises à disposition ponctuelles, (après l'accord de principe obtenu deux mois avant la manifestation), elles doivent faire l'objet d'une demande écrite au moins un mois avant l'utilisation projetée, accompagnée du formulaire manifestations sportives accessible sur le site internet de TPM.

Pour toutes les demandes, le service instructeur doit avoir connaissance de :

- L'objet et la nature de la manifestation
- La qualité du demandeur ;
- Le nombre approximatif d'usagers ;
- La nature des infrastructures réservées ;
- Le nombre et la nature des matériels sportifs demandés ;
- Les coordonnées du prestataire intervenant sur le complexe sportif le cas échéant.

La mise à disposition de l'installation par TPM entraîne une acceptation sans réserve du présent règlement.

L'association, le regroupement ou les personnes morales ou physiques, bénéficiaire d'une mise à disposition, ne peuvent en aucun cas rétrocéder l'usage de l'installation à un tiers.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, peut en cas de circonstances exceptionnelles (intempéries, travaux, entretien divers) et pour des raisons de sécurité publique modifier temporairement et unilatéralement le calendrier d'utilisation de l'installation et même en interdire l'accès.

Un panneau apposé à l'entrée de l'installation et éventuellement un courrier informeront les utilisateurs des modifications éventuelles.

Aucune modification unilatérale du calendrier n'ouvre droit, ni à une indemnisation, ni à une compensation auprès des utilisateurs concernés

ARTICLE 2.3 : Encadrement

Le complexe sportif ne pourra être utilisé sans la présence d'un professeur E.P.S, ou pour les associations, d'un responsable d'équipe ou de section désigné par le président de chacune d'elles.

Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité, du lieu de l'infirmerie avec téléphone d'urgence, des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières et s'engagent à les respecter.

Ils devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

En début de chaque année scolaire, les établissements scolaires devront fournir l'identité des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le Président de l'association devra s'assurer que l'encadrement des disciplines sportives pratiquées est assuré par des éducateurs qualifiés diplômés et en nombre suffisant par rapport au nombre de licenciés présents par créneau horaire attribué. Aussi, Les associations devront faire connaître l'identité du ou des responsables à chaque entraînement, et ces personnes devront fournir un document attestant de leur capacité à encadrer (B.E - D.E ...) Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou initiation sportive, sans autorisation.

TPM se réserve le droit de demander la communication des diplômes et brevets auprès de chaque structure associative.

ARTICLE 3 : COMPETITIONS ET MANIFESTATIONS

La demande de mise à disposition occasionnelle et exceptionnelle s'effectue comme suit :

- Etape 1 : Deux mois minimum avant la manifestation : Contacter le complexe sportif afin de connaître les disponibilités
- Etape 2 : Deux mois minimum avant la manifestation : Télécharger et imprimer le formulaire "demande d'autorisation pour l'organisation de manifestation sur un équipement sportif de TPM"
- Etape 3 : Un mois minimum avant la manifestation : Renvoyer le formulaire "manifestations sportives" complété et accompagné des pièces demandées et du courrier de demande de mise à disposition à adresser à l'attention de Monsieur le Président de TPM.

La demande de mise à disposition devra être renseignée concernant la nature de la manifestation, le nombre de participants, le public attendu...

- Etape 4 : Un mois minimum avant la manifestation : Analyse de la demande et réponse par mail et courrier de la part de la direction des sports de TPM et convocation sur site en cas de réponse positive.
- Etape 5 : 15 jours avant la manifestation : En fonction du nombre d'utilisateurs et de spectateurs attendus, une réunion sécurité pourra être organisée sur le site avec le responsable du complexe sportif.

En cas d'annulation de la manifestation, le demandeur est prié de prévenir la Direction des sports afin de pouvoir réaffecter les moyens réservés à d'autres organismes.

Avant chaque manifestation, une visite des lieux contradictoire, en présence de l'agent de surveillance et du responsable utilisateur sera faite. Cette visite donnera lieu à des observations sur le cahier de service constatant d'éventuelles détériorations.

Aussitôt après la manifestation, une nouvelle visite aura lieu dans les mêmes conditions afin de préciser les éventuels dégâts, constatés par l'agent de surveillance, effectués par l'utilisateur.

A l'occasion d'une manifestation de grande envergure, le Complexe sportif pourra être ouvert au public une demi-heure avant l'heure du début de la manifestation. Il peut l'être plus tôt selon la réglementation en vigueur sur demande de l'organisateur et après accord de la Direction des sports de TPM.

Il est interdit de laisser entrer les spectateurs par d'autres portes que celles réservées au public.

Les Présidents d'associations et dirigeants sont responsables de la conduite de leurs membres aussi bien sur les aires de jeux que dans les locaux (vestiaires, couloirs...) mais également de la bonne tenue du public lors des entraînements et des compétitions.

L'organisateur doit assurer la sécurité de la manifestation et veiller à son bon déroulement. A ce titre, l'organisateur est tenu d'assurer la présence d'un médecin ou d'une équipe de secouristes pour toute la durée de la manifestation.

L'organisateur est responsable de la sécurité à l'intérieur du complexe sportif et dans ses abords immédiats. Il doit, en conséquence, prendre toutes les dispositions nécessaires à titre préventif afin que d'éventuels incidents ou accidents ne se produisent.

Sur place, un dispositif de sécurité et un service d'ordre devront être installés pour répondre aux cas d'urgence (incendie, désordre, mouvement de panique...) nécessitant l'intervention de professionnels.

En cas de besoin, les secours doivent être sollicités par les organisateurs de la manifestation qui doivent en informer le PC sécurité. Les frais éventuels demeurent à la charge de l'organisateur.

L'organisateur des rencontres ne doit en rien modifier les dispositions d'accueil et d'évacuation du public ; en particulier, toutes les issues permettant l'évacuation rapide devront être placées sous le contrôle d'un agent de TPM qui disposera des clés et se tiendra en permanence à proximité de ces issues pendant toute la durée de présence du public.

Il incombe aux clubs organisateurs de communiquer, avant toute manifestation, à TPM le dispositif qui sera mis en place en termes de moyens de prévention et de secours.

Pour des raisons de sécurité ou si des vices dans l'organisation de la manifestation venaient à être constatés, Monsieur le Président de TPM se réserve le droit d'interdire le déroulement de la manifestation, même annoncée au public, sans que ceci puisse ouvrir droit à dédommagement.

ARTICLE 3.1 : Buvettes

L'ouverture temporaire d'un débit de boisson est subordonnée à une autorisation de TPM et le débitant devra effectuer une déclaration en mairie.

Le matériel mis à disposition devra être utilisé conformément à sa destination. Il ne pourra être transporté sur un autre lieu.

Aucune manipulation des installations fixes n'est autorisée (eau, chauffage, éclairage). En cas d'installations supplémentaires d'appareils, d'éclairages, de sonorisation, l'utilisateur devra se conformer aux prescriptions techniques et répondre aux normes de sécurité prévues pour les établissements recevant du public.

Les utilisateurs devront veiller à ce qu'en aucun cas, le bruit ne puisse gêner les habitants du quartier.

Le nettoyage de la buvette est à la charge de l'association utilisatrice qui devra restituer les lieux dans l'état où elle les aura trouvés à son arrivée.

Les utilisateurs sont responsables de tous les dégâts directs ou indirects qu'ils pourront occasionner ou laisser occasionner ainsi que des accidents ou des troubles

causés du fait des personnes présentes dans l'enceinte de l'établissement aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment.

La personne responsable désignée sur la demande d'autorisation de buvette, s'engage à payer le montant des dégradations qui auraient été commises, ceci sur simple courrier qui lui sera adressé. Par ailleurs, l'association organisatrice devra justifier, au moins 48 heures avant la manifestation, d'une assurance garantissant les risques et responsabilités qu'ils peuvent encourir du fait de l'utilisation de la buvette.

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés.

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR :

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Monsieur le Maire une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

ARTICLE 3.2 : Publicité

TPM autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du complexe sportif aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- TPM se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

L'organisateur s'engage ainsi à :

- solliciter par écrit TPM pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du complexe sportif;
- demander à TPM son autorisation pour chaque saison sportive ;
- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels TPM aura donné son autorisation ;
- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

A tout moment la Métropole se réserve le droit de faire enlever les panneaux publicitaires dans le cadre de manifestations exceptionnelles ou pour préserver l'intérêt général.

ARTICLE 3.3 : Billetterie

L'organisateur peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum un mois avant la date de la manifestation, TPM de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

L'organisateur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. TPM décline toute responsabilité en cas de vol.

Il ne pourra être vendu ou distribué par l'organisateur un nombre de billets supérieur à celui du nombre de places prévu dans les tribunes et déterminé par la Commission de Sécurité.

ARTICLE 3.4 : Redevances et taxes

Toutes les taxes et impôts afférents aux spectacles et manifestations ainsi que les droits d'auteur seront acquittés par les organisateurs.

ARTICLE 4 : INTERDICTIONS

L'accès complexe sportif est strictement interdit :

- Aux personnes en état d'ébriété,
- Aux personnes ayant une tenue inappropriée,

- A toutes personnes dont le comportement pourrait porter atteinte à la tranquillité, aux bonnes mœurs ou au travail des groupes en activité,
- Aux animaux, même muselés et tenus en laisse et autres précautions,
- Aux groupes ou associations non prévus sur les plannings d'utilisation.

Dans l'enceinte du complexe sont interdits :

- 1 Les réunions, discussions ou propagande d'ordre politique, philosophique, ou confessionnel,
- 2 Les paris et jeux d'argents,
- 3 Les appareils automatiques type machine à sous,
- 4 Les jets de débris, de détritus ou de tout objet quelconque, ailleurs que dans les poubelles prévues à cet effet,
- 5 Les quêtes sauf autorisation,
- 6 La distribution de tracts ou de prospectus à caractère non sportif,
- 7 De coller des avis ou affiches etc., quel qu'en soit le caractère,
- 8 Tous les animaux, même les chiens muselés et tenus en laisse. Toutefois sont autorisés les chiens utilisés par les autorités policières ou par des agences de sécurité agréées à des fins de surveillance,
- 9 De fumer dans l'enceinte de l'établissement et sur son parvis,
- 10 La vente de boissons alcoolisées, la publicité par haut-parleur, les bals, banquets, lotos, kermesses, tombolas, arbre de Noël, sauf autorisations ponctuelles prévus par les textes ou accordées par TPM,
- 11 Aux personnes de pénétrer sur les aires sportives non munies de chaussures de sports conformes et en parfait état de propreté,
- 12 D'entreposer du matériel dans les halls, couloirs, salles et devant les sorties de secours,
- 13 D'apporter des modifications à l'aspect et à l'usage des installations,
- 14 Aux spectateurs de pénétrer sur les aires de pratique sportive,
- 15 La fabrication et la consommation de repas dans ces installations hormis à la buvette,
- 16 D'introduire des bouteilles ou gobelets en verre dans l'établissement,
- 17 Toute atteinte aux fleurs, arbustes, arbres, clôtures, piliers..., à toute installation ou ouvrage faisant partie du complexe sportif.
- 18 De marcher dans les espaces verts du site,
- 19 De circuler dans l'enceinte de l'équipement sportif en automobile, motocyclette, scooter et autres engins motorisés. Les véhicules motorisés devront obligatoirement être garés aux emplacements prévus à cet effet au sein des parkings du site.

TITRE III : MESURES DE SECURITE

ARTICLE 1 : SECOURS ET SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

La Métropole s'engage, par la présence permanente d'un agent pendant les heures d'ouverture, à assurer :

- Accueil et information des usagers,
- La sécurité du site,
- Le bon fonctionnement du matériel mis à disposition,
- L'accessibilité et l'hygiène des locaux,
- L'accès et la fermeture du site.

Le personnel encadrant de chaque structure accueillie est dans l'obligation de détenir une trousse de 1^{er} secours par groupe constitué, de connaître le plan général d'évacuation du site et les espaces interdits au public.

Le public est tenu de se conformer aux consignes du personnel du complexe sportif et de respecter l'ensemble des textes règlementaires de portée générale ou spécifique pour les activités pratiquées.

Une infirmerie est disponible dans l'enceinte du complexe sportif.

Tout accident doit être signalé au personnel permanent afin qu'il puisse avertir et/ou organiser les secours.

Tout groupe, qu'il s'agisse d'une structure publique ou privée doit avoir un responsable qui s'assurera du respect du présent règlement intérieur par les publics qu'il représente.

Le responsable devra prendre les mesures propres à assurer la sécurité des participants et le respect des autres groupes.

ARTICLE 2 : SECURITE INCENDIE

L'ensemble des utilisateurs du site devra respecter les consignes de sécurité spécifiques qui peuvent être indiquées dans un bâtiment ou une partie du complexe sportif.

Il s'agit de :

- Prendre connaissance des plans d'évacuation et emplacements d'extincteurs dans la zone de pratique utilisée.
- Laisser libre les sorties de secours, cages d'escalier et accès aux locaux techniques et équipements de sécurité

- Signaler immédiatement, selon les procédures d'urgence en vigueur, tout incident, accident, anomalie, présence ou comportement anormal constatés, pouvant représenter un danger ou une menace

ARTICLE 3 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT

La circulation des véhicules à moteur autres que les véhicules de secours, de maintenance des équipements de sécurité et de service du complexe sportif est interdite au-delà des limites de stationnement. Des dérogations pourront être accordées par le personnel du complexe sportif, sur demande expresse des utilisateurs, afin de faciliter le bon déroulement des accueils des différentes structures.

En dehors des véhicules de service, de secours et de lutte contre les incendies, la vitesse autorisée est de 30 km heure.

Saut dérogation particulière, les règles de circulation applicables sur le site sont celles édictées par le code de la route.

Tout stationnement est strictement interdit en dehors des espaces aménagés ou signalés à cette fin. Tout véhicule stationné reste sous la garde juridique de son utilisateur.

TITRE IV : DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU SITE

ARTICLE 1 : REGLEMENTATION DE L'UTILISATION DES TERRAINS

Il est interdit d'utiliser des crampons vissés sur les pelouses synthétiques (entraînement et match) ainsi que sur la pelouse d'honneur lors des entraînements.

ARTICLE 2 : REGLEMENTATION DE L'UTILISATION DES AIRES DE LANCERS ET DE SAUTS

L'accès aux aires de lancers devra être encadré afin que la discipline soit pratiquée en toute sécurité. Son accès et son utilisation s'effectuent sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrant.

Les protections des matelas de saut devront être enlevées et remises après chaque utilisation par les utilisateurs.

L'aire de lancers peut être utilisée pour la pratique des disciplines suivantes :

- Javelot,
- Poids,
- Disque,
- Marteau.

Pour des raisons de sécurité des usagers, une seule discipline peut être pratiquée à la fois sur l'aire de lancers.

ARTICLE 3 : REGLEMENTATION DE L'UTILISATION DES VESTIAIRES

A chaque créneau, un agent TPM vérifiera que les vestiaires n'ont fait l'objet d'aucune dégradation.

Les vestiaires du pôle scolaire ayant une capacité maximum de 19 personnes, il sera donc obligatoire d'en demander un second si ce nombre est dépassé.

ARTICLE 4 : REGLEMENTATION DE L'UTILISATION DES BUREAUX

Un bureau peut être mis ponctuellement à disposition des associations.

Un planning d'utilisation des bureaux sera mis en place par TPM.

L'association devra veiller au respect du matériel mis à sa disposition et devra restituer les clefs aux agents en poste après l'utilisation du bureau.

Les bureaux mis à disposition des associations doivent permettre aux éducateurs de préparer les entraînements. La mise à disposition d'un local ou bureau ne peut en aucun cas devenir un lieu d'affectation définitif.

ARTICLE 5 : ACCES AU POLE SCOLAIRE

Afin d'assurer le bon fonctionnement des installations mises à disposition, il est impératif que l'établissement scolaire :

- respecte les horaires et le calendrier établis en début de saison,
- utilise le créneau (pour la classe correspondante) qui lui a été attribué en début d'année,
- assure l'encadrement de la pratique sportive tout au long de l'année, et pendant toute la durée du créneau attribué.

Un registre sera tenu par le personnel du site permettant de contrôler les attributions de créneaux ; les professeurs seront tenus de le viser lors de chaque séance.

Les lycées et collèges seront tenus de communiquer à la Direction des sports de la Métropole, le nom et les coordonnées du ou des responsables présents sur site.

TPM se réserve le droit d'informer chaque établissement des éventuelles dérives ou problèmes de discipline rencontrés.

Dans le cas de l'organisation de rencontres inter classes ou de tournois scolaires, les établissements scolaires devront suivre les démarches inhérentes à l'organisation des manifestations exceptionnelles.

ARTICLE 6 : ACCES DU PUBLIC NON LICENCIE

Le complexe sportif Léo Lagrange est ouvert à la pratique du sport de loisir (jogging, marche etc.) dans les conditions règlementaires d'ouverture du site.

Ces pratiques n'ouvrent pas droit à l'accès total du site. Le responsable de l'ERP décidera de l'attribution des différentes installations (parcours santé, terrains multisports, terrains synthétiques...) ainsi que des créneaux disponibles en fonction des besoins et des disponibilités.

Un panneau d'information à destination du public non licencié est positionné aux deux entrées du site.

TITRE V : RESPONSABILITES ET SANCTIONS

ARTICLE 1 : ACCEPTATION DU REGLEMENT

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Une copie de ce règlement sera remise par TPM à chaque utilisateur au moment de l'acceptation écrite de sa demande. Les utilisateurs doivent accepter sans réserve toutes les clauses prévues au règlement et s'engager à les respecter eux-mêmes et à les faire respecter par leurs adhérents. A cet effet, ils doivent obligatoirement retourner à TPM un exemplaire du présent règlement accepté et signé par les responsables dûment habilités.

Les responsables de groupes ou les professeurs chargés de l'encadrement des scolaires sont chargés de veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

ARTICLE 2 : DEGRADATIONS, PERTES ET VOLS

Le complexe sportif décline toute responsabilité à l'égard des pertes, vols et détériorations des biens appartenant aux utilisateurs lors de leur présence sur le site.

Toute dégradation, dommage, perte et vol des biens de l'équipement sportif constaté, engage la responsabilité de son auteur.

Si l'auteur n'est pas identifié, l'équipement sera définitivement interdit aux groupes. Afin de limiter les vols, les utilisateurs prendront soin de ne laisser aucun objet personnel sans surveillance.

La Métropole TPM décline toute responsabilité en cas de vol, détérioration ou dommage pouvant être subi sur les biens ou les personnes à l'intérieur de l'équipement sportif.

Les utilisateurs sont responsables des dommages causés aux installations et les frais de remise en état sont à leur charge.

Les personnes morales ou physiques utilisatrices sont responsables des accidents résultant de l'utilisation de l'installation à l'égard des pratiquants lors des entraînements. Cette responsabilité s'applique également aux dégâts matériels qui pourraient en résulter pour les installations et équipement métropolitains.

Les associations et clubs sportifs doivent être couverts par une assurance dont la police sera communiquée à la Métropole.

La pratique des différentes activités sur les équipements sportifs du complexe sportif impose de ne pas créer de nuisances ou gênes aux autres utilisateurs ainsi qu'aux riverains.

Le comportement des usagers ne doit en aucun cas choquer ou porter atteinte à la sécurité des groupes, à la salubrité du site, à sa tranquillité et aux bonnes mœurs.

Les équipements et matériels doivent être utilisés selon la destination pour laquelle ils ont été conçus dans le respect des règles en vigueur.

Les publics mineurs ne doivent pas rester sans encadrement ou surveillance (parents, animateurs...). Les responsables majeurs doivent assurer la sécurité des mineurs dont ils ont la charge et veiller à ce que ceux-ci ne dégradent pas les installations, le matériel et les espaces naturels mis à leur disposition.

ARTICLE 3 : RESPONSABILITE

Métropole Toulon Provence Méditerranée est dégagée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur.

Les utilisateurs devront s'assurer auprès de leur fédération pour les éventuels dommages occasionnés par la pratique de leur activité.

ARTICLE 4 : SANCTIONS

En cas de manquement constaté dans l'application de ce règlement ou usage anormal des installations pourra entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du ou des contrevenants, le cas échéant sans préavis.

Je soussigné(e) : _____

Président(e) de l'association : _____

Certifie avoir pris connaissance du présent règlement intérieur et veiller à la bonne application de celui-ci par les adhérents de notre association.

Fait à Toulon, le _____

Signature :